

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/5

18 septembre 1995

(95-2658)

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

MAURICE

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la première déclaration de politique générale présentée par le gouvernement mauricien est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur Maurice.

Table des matières

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
<u>PARTIE A</u> POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES	
Chapitre 1 Objectif de la politique commerciale	3
Chapitre 2 Description du régime d'importation et d'exportation	3
Chapitre 3 Cadre de la politique commerciale	6
a) Lois et réglementations nationales	6
b) Formulation de la politique commerciale	9
c) Accords de commerce bilatéraux, régionaux et multilatéraux ou préférentiels	9
Chapitre 4 Mise en oeuvre de la politique commerciale	12
a) Programmes existants de libéralisation des échanges commerciaux	12
b) Mesures de politique commerciale	12
<u>PARTIE B</u> TOILE DE FOND DE L'EVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	
Chapitre 5 Extension des besoins, politiques et objectifs économiques et de développement	20
Chapitre 6 Contexte économique extérieur	22
a) Principales tendances du commerce d'importation et d'exportation	22
b) Tendances importantes de la balance des paiements, des réserves, de la dette, des changes et des taux d'intérêt	24
c) Situation macroéconomique internationale influant sur le commerce extérieur	25
Chapitre 7 Les problèmes sur les marchés extérieurs (problèmes de l'accès des exportations aux marchés): principaux obstacles au commerce	26

Annexes

		<u>Page</u>
Annexe I	a) Liste des produits soumis à contrôle	31
	b) Liste des produits chimiques dangereux	33
	c) Liste des produits soumis à prohibition	36
Annexe II	a) Liste des produits importés dont les prix sont imposés	37
	b) Liste des produits importés soumis au régime de la marge bénéficiaire maximale	37
Annexe III	Liste des territoires déclarés de préférence	38
Annexe IV	a) Liste des importations, par produits	39
	b) Liste des importations, par pays	39
Annexe V	Importations en provenance de la CEE, par sections	40
Annexe VI	EPZ: exportations, importations et exportations nettes	41
Annexe VII	Balance des paiements	42
Annexe VIII	Réserves en devises	44
Annexe IX	Encours de la dette extérieure	45
Annexe X	Taux de change 1992/93	46
Annexe XI	Taux de change 1990/92	47
Annexe XII	Taux de change 1988/90	48
Annexe XIII	Principaux taux d'intérêt, mars 1992/décembre 1993	49
Annexe XIV	Principaux taux d'intérêt, décembre 1989/juin 1991	50
Annexe XV	Principaux taux d'intérêt, décembre 1988/juin 1990	51
Annexe XVI	Exportations, par destinations	52
Annexe XVII	Rapport hebdomadaire sur la disponibilité des contingents	53

INTRODUCTION

Maurice est une île tropicale d'origine volcanique dont la superficie avoisine 1 865 kilomètres carrés. L'agriculture occupe 48 pour cent de cette superficie, les forêts environ 35 pour cent et les zones bâties 13 pour cent. Toutes les terres arables sont intégralement cultivées mais leur étendue diminue peu à peu sous la pression démographique qui exige des logements et celle de l'industrie à la recherche de plus d'espace.

Du fait de sa taille modeste, à la fois en étendue et en population (1,1 million d'habitants), de la pénurie de ressources naturelles dont elle souffre et des inconvénients inhérents à sa qualité d'état insulaire, c'est-à-dire essentiellement l'éloignement de ses sources d'approvisionnement en matières premières et des marchés de ses produits d'exportation, Maurice est largement tributaire des échanges commerciaux pour son développement économique et son progrès social.

Maurice est exposée aux aléas météorologiques. En général, l'île connaît entre décembre et avril le passage de cyclones qui balaient le pays et nuisent particulièrement à la culture sucrière. Avant l'époque des cyclones, l'île souffre également de sécheresses qui pèsent sur l'agriculture.

Par contre, la situation géographique de l'île présente certains avantages naturels, par exemple l'existence de magnifiques lagons et plages où les températures s'étalent entre 21°C en hiver et une moyenne de 29°C en été, ce qui a contribué au développement et à l'expansion du tourisme.

Depuis son indépendance en 1968, Maurice a mis en oeuvre plusieurs plans nationaux de développement de son économie. Elle en est actuellement à son sixième plan.

Au cours des 20 dernières années, Maurice a connu d'importantes transformations de structure, passant d'une économie agricole de monoculture, assortie d'une démographie galopante, d'un fort chômage et d'un faible revenu par habitant, à une situation, généralement satisfaisante de relative stabilité démographique, de quasi-plein emploi et de diversification de l'économie axée principalement sur le secteur des services. Cette évolution a été favorisée par l'appartenance de Maurice à un certain nombre d'accords de commerce préférentiels.

Jusqu'aux dernières années 60, l'économie mauricienne a été dominée par la culture du sucre. En fait, le sucre de Maurice jouissait d'un marché garanti et de prix préférentiels grâce à divers accords, par exemple le Régime préférentiel impérial, l'Accord du Commonwealth sur le sucre et le Protocole concernant le sucre, annexé à la Convention de Lomé. De 1964 à 1972, le sucre a contribué pour plus de 25 pour cent au produit intérieur brut (PIB) alors que le modeste secteur manufacturier, abstraction faite de l'industrie sucrière, n'y contribuait que dans la proportion d'environ 7 pour cent. Ce secteur se composait de plusieurs petites industries, de l'alimentation, des boissons, du tabac et de la chaussure, ainsi que de la réparation et du montage des machines et du matériel de transport.

La stabilité des recettes tirées par Maurice de son appartenance au Protocole concernant le sucre a essentiellement soutenu son développement socio-économique. Ces recettes ont contribué au financement de son secteur manufacturier, et en particulier de la Zone de transformation pour l'exportation (EPZ). Le développement de ce secteur a également été facilité par l'accès préférentiel dont bénéficient les produits manufacturés à Maurice sur les marchés de l'Union européenne en vertu des Conventions de Lomé successives. Dans un certain sens, l'appartenance de Maurice à ces traités importants de commerce et d'assistance a contribué à compenser les inconvénients inhérents à la situation de petit état insulaire qui est celle de Maurice.

En 1970, le gouvernement a inauguré la formule de la Zone de transformation pour l'exportation (EPZ) dans le dessein d'encourager le développement de l'industrie manufacturière. Cette formule a permis de transformer l'économie au point que la transformation pour l'exportation en est devenue le secteur de pointe. A l'heure actuelle, la Zone contribue dans la proportion de 67 pour cent aux recettes d'exportation totales et assure des emplois à quelque 91 000 personnes, dont 70 pour cent de femmes. Cela dit, l'activité de l'EPZ se concentre en grande partie sur la fabrication de produits textiles, exposés à divers aléas sur le marché international.

De plus, les industries EPZ sont aujourd'hui confrontées à plusieurs problèmes, par exemple la vulnérabilité de l'industrie du vêtement aux fluctuations de la demande aux Etats-Unis et dans la CEE, la pénurie de main-d'oeuvre locale et la concurrence internationale à laquelle se heurtent les exportations mauriciennes. De fait, l'industrie manufacturière en est arrivée à une croisée des chemins, en raison de l'orientation nouvelle prise par les échanges internationaux, suite notamment à l'Accord GATT, à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), à la création du marché unique européen et à l'ouverture des pays d'Europe orientale et centrale, entre autres, à l'économie de marché.

Il est à craindre que les accords issus du Cycle d'Uruguay compromettent sérieusement les préférences commerciales dont Maurice bénéficie en vertu de la Convention de Lomé. Sa situation de pays importateur net de produits alimentaires la met également en position précaire. A moins que les acquis résultant des accords préférentiels ne soient préservés et que des mesures ne soient prises sur le front local pour maintenir la compétitivité des produits mauriciens sur leurs marchés traditionnels, il est très vraisemblable que son industrie manufacturière se trouvera confrontée à des difficultés.

Conscient que Maurice ne saurait soutenir sa croissance économique en s'appuyant seulement sur les secteurs agricole et manufacturier, le gouvernement met en oeuvre des stratégies de diversification de la base industrielle du pays, et de promotion du secteur des services en particulier. Le tourisme et le secteur offshore devraient jouer eux aussi un rôle de plus en plus important.

La contribution des services au produit intérieur brut (PIB) dépasse 50 pour cent et leur contribution au commerce total se chiffre à 35 pour cent. Dans le dessein de promouvoir ce secteur, le gouvernement a créé la Régie du port franc, ainsi que la Régie mauricienne des activités offshore dans le dessein de transformer Maurice en un centre international de finance et d'affaires. Parmi les autres mesures prises figure l'inauguration de la Bourse mauricienne des valeurs (Stock Exchange of Mauritius - SEM) dans le dessein de démocratiser encore l'économie et de réglementer de façon efficace l'émission des valeurs mobilières et leur négociation en général, ainsi que de servir les intérêts du centre financier en particulier.

Pour vaincre les contraintes que sa situation même fait peser sur son développement et pour bénéficier d'économies d'échelle et d'apports extérieurs pour son industrie de transformation, Maurice encourage activement la coopération et l'intégration économiques régionales et y participe également de façon active. Elle appartient à certains groupements régionaux d'Afrique et elle se propose également de jouer un rôle de pointe dans la création du Groupe des riverains de l'océan Indien.

Les autorités estiment qu'une croissance économique puissante et soutenue est indispensable au maintien de la stabilité politique et sociale dans une société multiraciale telle que celle de Maurice. Le bien-être économique de la population, en particulier l'élévation de son niveau de vie, a également contribué au renforcement de la démocratie tripartite dans l'île.

Le gouvernement mauricien a pour objectif d'améliorer la qualité de la vie de la population grâce à une croissance économique viable appuyée sur le commerce d'exportation et à la participation de la population tout entière au développement économique.

PARTIE A: POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES

Chapitre 1

Objectifs de la politique commerciale

Maurice a un régime commercial ouvert et une longue tradition de commerce international.

La politique commerciale de Maurice a essentiellement pour but d'assurer les importations nécessaires à sa population, la protection des intérêts des consommateurs, ainsi que la promotion de Maurice à l'étranger en tant que centre d'affaires garantissant dans leur intégralité les activités d'exportation et de réexportation.

A cette fin, les formalités de commerce international ont été largement assouplies. Les contrôles des prix exercés jusque dans les premières années 80 ont été levés, exception faite dans le cas de certains articles sensibles. Les droits de douane ont été abaissés sur la quasi-totalité des produits importés. Dans le secteur agricole, la détermination des droits de douane tient dûment compte de la spécificité de Maurice, c'est-à-dire de sa situation de petit état insulaire.

Le régime des licences d'importation et d'exportation a été aboli, sauf dans le cas de quelques produits sur lesquels un certain contrôle reste nécessaire. Le contrôle des changes a été assoupli pour faciliter les opérations financières internationales et des mesures sont prises pour faciliter les échanges extérieurs grâce à la mise en place du système Tradenet qui permettra de traiter électroniquement les documents commerciaux et d'obtenir des informations à jour sur les échanges.

Maurice a pour objectif ultime de se doter d'une économie dynamique et ouverte sur l'extérieur. Elle espère atteindre cet objectif grâce à une politique économique libérale et à la libéralisation de son commerce extérieur. A cet égard, elle tirera intégralement parti des possibilités offertes par la Convention de Lomé (Titre IV: Dispositions générales concernant les pays les moins avancés, sans littoral ou insulaires de l'ACP) ainsi que par les accords issus du Cycle d'Uruguay (articles 6 4) b), 9 4) et 15 de l'Accord sur l'agriculture) qui prévoient un traitement spécial et différencié. De plus, les textes législatifs et administratifs qui régissent le secteur agricole de Maurice privilégient les catégories de producteurs vulnérables, sachant que Maurice est exposée aux catastrophes naturelles.

Cette stratégie d'ouverture de l'économie a pour but de permettre à Maurice de devenir un partenaire commercial tirant pleinement parti de ses avantages relatifs et de s'intégrer dans le réseau commercial international en faisant en sorte que les producteurs de toutes catégories se voient accorder des conditions équitables et l'occasion de participer au développement.

Chapitre 2

Description du régime d'importation et d'exportation

Le régime d'importation

Le commerce d'importation et d'exportation est régi par des règlements pris par le ministre responsable du commerce extérieur.

Avant 1984, la plus grande partie des produits importés dans le pays faisaient l'objet d'un contrôle exercé par la Division des importations du Ministère du commerce extérieur et de la navigation. Des

restrictions imposées sur les importations étaient jugées nécessaires pour protéger et encourager les industries locales naissantes et prévenir l'exode de devises.

En 1985, le gouvernement a libéralisé le commerce d'importation de toutes les marchandises, suite à un engagement pris par lui vis-à-vis du FMI en vertu d'un accord de stand-by.

Le régime des licences d'importation était maintenu en place malgré la libéralisation et un "prélèvement à l'importation" de 17 pour cent était recouvré auprès des importateurs par le Ministère du commerce extérieur et de la navigation pour la délivrance de la licence d'importation. La charge du recouvrement de ce prélèvement a été confiée en juin 1988 au Département des douanes.

De juillet 1988 à juin 1991, les importations de marchandises ont été surveillées de près par le Ministère du commerce extérieur et de la navigation, en collaboration avec la Banque de Maurice. Le régime des licences d'importation a été maintenu à cet effet, ainsi que pour permettre l'établissement de statistiques commerciales.

En juillet 1991, le gouvernement a décidé de réduire le nombre des articles dont l'importation était subordonnée à l'obtention d'une licence et il a élaboré une liste des marchandises soumises à autorisation pour des raisons de santé, de sécurité, de protection de l'environnement ou de protection des intérêts nationaux (voir annexe I).

Le Ministère du commerce extérieur et de la navigation a la charge du contrôle des importations de ces articles en vertu de la Loi sur le contrôle des approvisionnements, cela en collaboration avec d'autres organismes de surveillance. Les licences d'importation sont délivrées dans les 48 heures par la Division des importations du Ministère, qui emploie un système de traitement manuel.

Cependant, tout le système est actuellement en cours d'informatisation moyennant l'installation d'un dispositif d'échange électronique de données (EDI) grâce auquel les importateurs demanderont et recevront leurs licences d'importation par les moyens électroniques installés au Ministère du commerce extérieur et de la navigation qui deviendra alors le seul intervenant.

Le régime d'exportation

Le commerce d'exportation est régi par des règlements pris par le Ministère du commerce international et de la navigation en vertu de l'article 5 de la Loi sur le contrôle des approvisionnements (Government Notice 1994). En harmonie avec la politique de libéralisation des échanges, les formalités d'exportation ont été simplifiées. Pratiquement tous les articles peuvent être exportés librement, sauf quelques-uns dont l'exportation est subordonnée à l'obtention préalable d'un permis. Il s'agit de produits d'importance stratégique, de produits sensibles pour l'économie et de produits dont l'accès aux marchés est limité par des contingentements imposés par les pays importateurs. Ce contrôle s'applique à l'exportation des produits ci-après:

<u>Code du SH</u>	<u>Désignation</u>
0101-05	Animaux vivants de toutes les espèces, y compris les oiseaux
0201-05	Viandes de toutes les espèces, y compris les volailles, fraîches, réfrigérées ou congelées
0301-05	Tous types de poissons et produits à base de poisson (frais, congelés, salés)
0508	Coraux et coquillages bruts
0601	Bulbes aquatiques
0603-04	Plantes, fleurs et feuilles pour ornements (fraîches ou séchées)
0701-0713	Légumes (de tous types et verts)
0713	Lentilles roses

0713-50	Fèves
0714	Racines
0801	Noix de coco, y compris sèches
0801-14	Fruits
0904-0910	Epices
1005	Maïs, pop-corn
1006	Riz
110	Blé, farine
1201-07	Oléagineux
1211	Herbes médicinales
1401	Raphia séché
1601-02	Vianes cuites, ou transformées, en boîte, fumées, salées
1791	Sucre
1704	Sucreries sans cacao et produits contenant du sucre
2008	Coeurs de palmiers
2009	Jus de fruits
2106	Farine de soja
2202	Boissons non alcooliques (limonade et peps)
2302	Son de froment (TM); farine de froment (TM)
2505	Sable
2521	Chaux
2523	Ciments Portland
3001	Organes (animaux)
3002	Sérums, échantillons de sang, produits biologiques nécessaires à la recherche vétérinaire, vaccins tués ou vivants, atténués, lyophilisés ou en solution liquide
4101-11	Produits des animaux, peaux brutes, têtes empaillées
5001-6300	Textiles et produits textiles destinés à être exportés aux Etats-Unis et au Canada
6701	Plumes d'oiseaux
7106	Argent
7107	Plaqué ou doublé d'argent sur métaux communs
7108	Or
7109	Plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou argent
7110	Platine
7111	Plaqué ou doublé de platine sur métaux communs, argent ou or
7112	Déchets et débris de métaux précieux ou de plaqué ou doublé de métaux précieux
7204	Débris de métaux
7404	Débris de cuivre
7602	Débris d'aluminium
9601	Coquillages décoratifs

La délivrance des permis d'exportation pour les produits ci-après doit être autorisée au préalable par les autorités compétentes, à savoir:

Produits

Organisme compétent

i)	Sucre	Mauritius Sugar Syndicate
ii)	Thé	Tea Board
iii)	Epices, etc.	Mauritius Agricultural Marketing Board
iv)	Autres produits agricoles	Ministère de l'Agriculture
v)	Produits pharmaceutiques	Ministère de la Santé

Même si les services du Ministère du commerce extérieur et de la navigation traitent actuellement à la main les demandes de permis d'exportation, ceux-ci sont approuvés et délivrés presque

immédiatement après le dépôt de la demande. Tous les services fournis par le Ministère du commerce extérieur et de la navigation concernant les permis d'exportation sont gratuits.

Suite à l'informatisation des formalités commerciales, le Ministère du commerce international et de la navigation sera appelé à intervenir seul, grâce à une ligne directe avec le Département des douanes et tous les autres organismes compétents pour la délivrance des documents commerciaux. Ces opérations seront effectuées électroniquement en principe dès janvier 1995.

Chapitre 3

Cadre de la politique commerciale

a) Lois et réglementations nationales régissant l'application de la politique commerciale

La politique commerciale est régie à Maurice par les lois ci-après, appliquées sous l'égide du Ministère du commerce international et de la navigation:

- i) la Loi de 1974 sur le contrôle des approvisionnements
- ii) la Loi de 1979 sur l'équité des pratiques commerciales
- iii) la Loi de 1991 sur la protection des consommateurs
- iv) la Loi de 1969 sur les locations-ventes
- v) la Loi de 1985 sur la métrologie légale
- vi) la Loi de 1983 sur le Système international d'unités (SI)
- vii) la Loi de 1875 sur les brevets, modifiée
- viii) la Loi de 1868 sur les marques commerciales, avec ses modifications jusqu'en 1983.

i) La Loi sur le contrôle des approvisionnements

Cette loi a été adoptée en 1974 pour réglementer la production, la fabrication, la garde, le stockage, le transport, la distribution, la vente, la cession, le rationnement, l'exportation, l'importation, l'utilisation, etc., de tout produit.

Les principaux règlements pris conformément à la Loi de 1974 concernent les prix et l'offre des produits, ainsi que le contrôle des importations et des exportations de marchandises. Ces règlements ont été pris en conformité de la politique de libéralisation des échanges adoptée par le gouvernement.

Les prix d'un petit nombre de produits de base sont soit imposés, soit limités par l'imposition d'une marge bénéficiaire maximale. Leur liste figure à l'annexe II.

ii) La Loi sur l'équité des pratiques commerciales

Cette loi a été adoptée en 1979 dans le dessein d'assurer un meilleur contrôle des pratiques commerciales et des activités apparentées, ainsi que la préparation de codes de pratique.

Les règlements pris conformément à la loi ont également pour but le contrôle du pays d'origine des marchandises importées, de la vente des appareils électriques et électroménagers, de l'étiquetage et du conditionnement des produits alimentaires et du respect des spécifications types de Maurice dans le cas de certains articles.

iii) La Loi sur la protection des consommateurs

Cette loi a été adoptée en 1991 pour assurer la protection des consommateurs. Le seul règlement pris jusqu'ici en vertu de la loi est le Règlement de 1994 sur la sécurité des jouets, destiné à protéger les enfants.

iv) La Loi sur les locations-ventes

Cette loi a été adoptée en 1969 pour réglementer les opérations de location-vente. Elle est actuellement mise à jour et modifiée afin de la rendre compatible avec les réalités économiques du pays.

v) La Loi sur la métrologie légale

Cette loi a été adoptée en 1985 pour mieux organiser l'étalonnage des instruments, poids et mesures, ainsi qu'assurer la protection du public lors de la vente d'articles au poids ou selon la dimension.

vi) La Loi de 1984 sur le Système international d'unités (SI)

Cette loi a été adoptée en 1984 en vue de l'application à Maurice du Système international d'unités (SI).

On entend par "unité SI" une unité du Système international approuvé par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) instituée en vertu des Conventions métriques de 1875; il s'agit:

- a) d'unités de base;
- b) d'unités supplémentaires; et
- c) d'unités dérivées.

L'administration de la Loi de 1984 sur le SI relève du Département de métrologie.

vii) La Loi de 1875 sur les brevets, avec ses modifications jusqu'en 1983

La Loi sur les brevets prévoit la délivrance de brevets qui réservent à leur bénéficiaire, à ses exécutants testamentaires, à ses administrateurs ou à ses mandataires, le privilège exclusif de fabriquer, vendre ou utiliser une invention à Maurice et d'autoriser des tiers à le faire.

viii) La Loi de 1868 sur les marques commerciales, avec ses modifications jusqu'en 1993

La Loi sur les marques commerciales prévoit l'enregistrement, le renouvellement, la cession, l'annulation, l'attribution et la publication des marques commerciales.

Le Ministère du commerce extérieur et de la navigation a créé en 1994 un Office central de la propriété industrielle chargé d'administrer les Lois sur les brevets et les marques commerciales. Le gouvernement a pris des mesures en vue de mettre ces lois à jour.

Lois dont l'application relève du Département des douanes et accises

i) La Loi douanière de 1988

Cette loi institue le cadre juridique général de l'administration du Département et définit les règlements applicables à l'importation et à l'exportation de marchandises. Rédigée avec le concours du Fonds monétaire international dans le dessein de simplifier et de moderniser la Loi douanière de 1947 du fait notamment que le rôle traditionnel des douanes se trouvait étendu à de nouveaux secteurs, elle a fait en 1994 l'objet d'un amendement important qui doit permettre d'utiliser des dispositifs informatiques d'échange électronique de données. La version ASYCUDA 2.6 est actuellement utilisée pour l'expédition de tous les documents d'importation et d'exportation.

ii) La Loi de 1969 sur le tarif douanier

Cette loi est la législation tarifaire qui prescrit également la nomenclature à utiliser pour la classification des marchandises. Le Département utilise aujourd'hui la version 1992 du Système harmonisé de description et de codage des produits (SH). Les douanes mauriciennes ont été l'un des premiers signataires du Système harmonisé qui a succédé en 1988 à la Nomenclature tarifaire de Bruxelles.

Par contre, l'Office central de statistique continue d'établir ses statistiques du commerce extérieur selon la CTCI.

Diverses modifications ont été apportées à la structure du tarif douanier. Une réforme majeure a été décidée en juin 1994, lorsque les taux de zéro pour cent à 600 pour cent ont été ramenés de zéro pour cent à 80 pour cent et les tranches de taux réduites de 60 à 8. La structure des taux eux-mêmes a été modifiée par la consolidation en un seul du taux général, du taux préférentiel et du taux du droit fiscal. Le taux préférentiel est appliqué à certains pays "déclarés" lorsque les marchandises sont assujetties à un droit de 55 pour cent ou plus. A l'heure actuelle, les droits d'importation sont recouverts ad valorem, sauf pour deux catégories de marchandises, à savoir les sandales du type tongs (SH 402.201) et leurs lanières (SH 6406.101). Avant 1994, certaines marchandises étaient taxées à des taux spécifiques ou à la fois à des taux ad valorem et spécifiques.

Avant 1994, un tarif spécial était applicable aux marchandises originaires de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP). Lorsque la liste commune ZEP a été abolie, une réduction générale de 60 pour cent est devenue applicable à toutes les marchandises originaires de la Zone.

iii) La Loi de 1990 sur les prélèvements à l'importation

Initialement, la Loi de 1990 sur les prélèvements à l'importation prévoyait un prélèvement de 17 pour cent sur la quasi-totalité des importations. En 1994, cette loi a été abolie et le prélèvement a été incorporé dans le droit de douane.

iv) La Loi de 1983 sur la taxe sur les ventes

Le Département des douanes recouvre, pour le compte de la Division des taxes sur les ventes du Ministère des finances, une taxe sur les importations qui est actuellement fixée à 5 pour cent de la valeur des marchandises.

v) La Loi de 1994 sur les accises

Cette loi remplace la Loi de 1947 sur les accises. Un droit d'accise est aujourd'hui applicable sur certains articles (spiritueux, véhicules automobiles, produits pétroliers, cigarettes), qu'ils soient importés ou de fabrication locale.

vi) La Loi de 1992 sur le port franc

Cette loi fixe les conditions du fonctionnement du port franc, s'agissant de la destination des marchandises dans ce port, ainsi que des garanties de recouvrement des droits de douane et autres taxes sur les marchandises dirigées sur le port franc.

vii) La Loi de 1993 sur l'expansion industrielle

Cette loi fixe les conditions du fonctionnement des entreprises de la Zone de transformation pour l'exportation, des entreprises détentrices du certificat d'entreprise de pointe, des petites et moyennes entreprises immatriculées, ainsi que de l'exonération de droits concernant les équipements et les matières utilisées par elles.

b) Formulation de la politique commerciale

Description sommaire de la formulation de la politique commerciale

La politique commerciale, qui fait partie intégrante de la politique nationale du développement, a pour but essentiel le développement des activités commerciales de Maurice.

La formulation de la politique commerciale relève du Ministre responsable du commerce extérieur, du Cabinet et du Parlement.

Pour formuler cette politique, le Ministre peut donner à ses hauts fonctionnaires responsables des questions commerciales pouvoir de se concerter ou de coordonner leur activité avec d'autres ministères ou institutions, par exemple, le Ministère des finances, le Ministère de la planification et du développement économiques, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'industrie et des technologies industrielles, le Ministère de la santé et le Département des douanes, et avec des représentants du secteur privé.

La politique commerciale doit être approuvée par le Cabinet. Si elle doit être promulguée sous forme de lois, les projets de lois sont soumis au Parlement et votés par lui.

c) Accords de commerce bilatéraux, régionaux et multilatéraux ou préférentiels

Dans le dessein d'élargir l'accès des produits mauriciens aux marchés extérieurs et d'établir des relations commerciales avec le reste du monde, Maurice a conclu un certain nombre d'accords qui sont soit bilatéraux, soit régionaux, soit encore multilatéraux, à savoir:

ACCORDS BILATERAUX

Maurice a conclu un certain nombre d'accords de commerce bilatéraux qui se répartissent en deux catégories, à savoir les accords généraux et les accords sur les textiles.

i) Accords de commerce généraux

Maurice a conclu des accords de cette nature avec le Pakistan, l'Egypte, Madagascar, la Hongrie et la République centrafricaine.

Ces accords ont été conclus pour des durées de deux à cinq ans, mais ils contiennent des dispositions en vue de leur renouvellement tacite si aucune des parties n'exprime l'intention d'y mettre fin.

Ils ont pour principal objectif le développement des échanges commerciaux entre Maurice et les autres pays signataires grâce, par exemple, à l'élimination des obstacles au commerce bilatéral, y compris la réduction progressive des obstacles tarifaires et non tarifaires.

ii) Accords sur les textiles

Maurice est liée par des accords bilatéraux sur les textiles avec les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Ces accords, conclus en vertu de l'article 8 de l'Arrangement multifibres, fixent les contingents d'exportation vers ces pays de produits textiles et de vêtements de certaines catégories en provenance de Maurice.

Le plus récent des accords sur les textiles conclus entre Maurice et les Etats-Unis d'Amérique date d'octobre 1993 et expirera le 31 décembre 1995.

ACCORDS REGIONAUX

Maurice appartient à trois groupements régionaux: la Zone d'échanges préférentiels/le COMAOA, la Commission de l'océan Indien et le Traité d'Abuja sur la Communauté économique africaine. Ces groupements, constitués dans le dessein de développer la coopération régionale, ont entre autres pour objectif la promotion du commerce intrarégional.

i) ZEP/COMAOA

La Zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique orientale et australe (ZEP), constituée en 1982, compte actuellement 22 membres. Il a été décidé, en novembre 1993, de transformer cette zone en Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMAOA).

Le COMAOA a pour but de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique, y compris le commerce entre nations. A l'heure actuelle, les produits originaires de chacun des Etats membres bénéficient d'un traitement préférentiel à leur entrée sur le territoire de tout autre Etat membre.

Les membres de la ZEP/du COMAOA sont convenus de réduire progressivement, pour les éliminer tôt ou tard, les droits de douane et les obstacles non tarifaires qui pèsent sur leurs échanges mutuels. Les Etats membres de la ZEP/du COMAOA ont ainsi adopté un programme de réduction des droits de douane dans le dessein de les éliminer d'ici l'an 2000.

Ces Etats projettent en outre de créer progressivement un tarif extérieur commun du COMAOA qui s'appliquera aux marchandises importées sur le territoire d'un Etat membre en provenance d'un Etat non membre.

ii) Commission de l'océan Indien

La Commission de l'océan Indien (COI) a été créée en 1982 en vue de promouvoir la coopération économique, sociale, culturelle, agricole, scientifique, etc. entre les îles de cet océan. Ses membres sont Maurice, Madagascar, les Seychelles, les Comores et l'île de la Réunion (département français d'outre-mer).

Dans le domaine commercial, la COI projette d'appliquer le "Programme régional intégré de développement des échanges" (PRIDE) qui concerne le commerce des biens et des services entre les Etats membres de la Commission. Ce programme a pour but de promouvoir les échanges intrarégionaux moyennant l'élimination des obstacles au commerce et la facilitation du règlement financier des importations. Il est prévu que le PRIDE contribuera à l'intégration des marchés des Etats de la COI. Il devrait en principe entrer en vigueur à la fin de 1994 ou au début de 1995.

iii) Traité d'Abuja sur la Communauté économique africaine

Maurice est partie au Traité instituant la Communauté économique africaine, conclu le 3 juin 1991 à Abuja, Nigéria.

Ce traité prévoit la création progressive d'une Communauté économique africaine d'ici l'année 2025.

ACCORDS MULTILATERAUX

Maurice est partie à l'Accord général de 1947. Elle a signé l'Acte final du Cycle d'Uruguay et l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. Maurice est Membre originel de l'OMC, conformément à l'article XI de cet accord.

De plus, Maurice est signataire de la Convention de Lomé IV qui traite de divers volets de la coopération entre l'Union européenne et le Groupe des Etats ACP, y compris dans le domaine des échanges commerciaux. Cette convention contient des dispositions qui visent à la promotion des échanges commerciaux, non seulement entre l'Union européenne et les Etats ACP, mais également entre ces Etats eux-mêmes.

En application du régime préférentiel instauré par la Convention de Lomé, les marchandises mauriciennes bénéficient d'un accès en franchise de droits sur les marchés de l'Union européenne, à condition de satisfaire aux règles d'origine énoncées dans le Protocole 1 de la Convention. Toutefois, l'exportation vers l'Union de certains produits agricoles est régie par des dispositions particulières de cette convention.

En qualité d'Etat signataire du Protocole sur le sucre, Maurice exporte chaque année vers la CEE environ 500 000 tonnes métriques de sucre à un prix garanti.

Maurice a pris acte des dispositions de l'article 3 de l'Accord sur l'agriculture (Incorporation des concessions et des engagements), ainsi que des engagements pris par l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique. De plus, Maurice, en qualité d'Etat ACP, a l'intention de tirer pleinement parti des dispositions de l'annexe XXVII de la Convention de Lomé IV.

Cette convention, conclue pour dix ans, expirera le 28 février 2000.

Chapitre 4

Mise en oeuvre de la politique commerciale

a) Programmes existants de libéralisation des échanges commerciaux

Maurice libéralise en ce moment les formalités de son commerce extérieur. L'obligation d'obtenir des licences ou permis d'importation ou d'exportation a été abolie dans le cas de la plupart des produits. Cependant, pour des motifs de sécurité, de protection de l'environnement, de santé et de contingentement imposé par certains pays importateurs, la licence d'importation ou le permis d'exportation reste obligatoire dans le cas de certains produits. Ces documents doivent être demandés au Ministère du commerce extérieur et de la navigation.

b) Mesures de politique commerciale

Depuis quelques années, Maurice a apporté plusieurs modifications de structure à sa politique commerciale, en particulier à la structure de son tarif douanier. En fait, les droits de douane constituent aujourd'hui le principal instrument d'encadrement des échanges commerciaux.

i) La structure du tarif douanier

En 1988, la structure du tarif douanier restait complexe. Il y entrait un droit fiscal, le droit de douane général et le droit de douane préférentiel. Les droits fiscaux variaient entre 5 et 100 pour cent et des droits spéciaux, pouvant aller jusqu'à 450 pour cent, étaient applicables à l'essence, aux alcools, au tabac, aux bouchons à couronne et aux automobiles.

Les droits de douane ne s'appliquaient qu'aux importations en provenance de pays non bénéficiaires d'un traitement préférentiel, c'est-à-dire en général les pays autres que ceux du Commonwealth et de la Communauté européenne ou que les Etats-Unis. Ces droits variaient entre 5 et 50 pour cent. Le droit de douane préférentiel, généralement de zéro pour cent, était applicable aux produits en provenance des territoires déclarés dont la liste figure à l'annexe III.

En janvier 1987, les droits de douane les plus élevés en provenance des sources préférentielles et autres ont été ramenés à 127 pour cent. Cependant, cette réduction ne s'appliquait pas aux produits pétroliers, aux produits du tabac ni aux spiritueux.

Le tarif de 1988 comportait quelque 60 taux de droits, dont la majorité ad valorem, quelques-uns spécifiques et le reste spécifiques et ad valorem combinés.

De plus, la plus grande partie des importations étaient frappées d'un droit de timbre de 17 pour cent, à acquitter lors de la délivrance des licences d'importation par le Ministère du commerce extérieur et de la navigation.

Les produits importés étaient également assujettis à une taxe sur les ventes de 5 pour cent (dans le cas des importateurs immatriculés) ou de 6 pour cent (dans le cas des autres importateurs), calculés sur la valeur c.a.f. des produits majorée du droit de douane et du droit de timbre.

Le tarif rationalisé en 1994 ne comporte plus que huit tranches de taux, variant entre zéro et 80 pour cent. Seuls deux articles restent frappés de droits spécifiques. Toutes les marchandises soumises à un droit de 55 pour cent ou davantage, importées en provenance de territoires non déclarés, doivent acquitter un droit supplémentaire de 20 pour cent. Un droit d'accise est également applicable à

l'importation d'un certain nombre de marchandises reprises aux chapitres 22, 24, 27 ou 87, et est acquitté en même temps que le droit de douane et la taxe sur les ventes. Un droit d'accise supplémentaire de 40 pour cent est applicable aux véhicules des numéros 87.03 et 87.04 importés en provenance de territoires non déclarés.

Toutes les marchandises originaires d'un Etat membre de la Zone d'échanges préférentiels sont assujetties à un droit de 40 pour cent du droit de douane applicable à chaque marchandise selon le tarif.

Suite à l'abolition, en juin 1994, de la Loi de 1990 sur le prélèvement à l'importation, le prélèvement de 17 pour cent imposé par cette loi n'est plus à acquitter.

ii) Evaluation en douane

Depuis 1988, le Département des douanes applique une définition de la valeur en douane qui est un hybride des définitions de cette valeur selon Bruxelles et selon le GATT. Cette formule est jugée nécessaire pour faire échec à la surfacturation ou à la sous-facturation des marchandises. La valeur imposable des marchandises importées est calculée sur leur valeur c.a.f., mais il est projeté d'adopter, pour l'avenir, le Code d'évaluation en douane du GATT après avoir étudié sous tous les angles toutes les implications possibles d'une modification du régime en vigueur. Il y a lieu de noter qu'en vertu de l'article 20 de l'Accord sur l'évaluation en douane conclu à l'occasion du Cycle d'Uruguay, Maurice peut retarder de cinq ans l'application des dispositions de cet accord.

Les importations de marchandises en provenance de tout territoire déclaré, et pour lesquels un traitement tarifaire préférentiel est demandé à Maurice, sont régies par le Règlement de 1989 sur le tarif douanier (G.N. n° 209 de 1989).

iii) Règles d'origine

Un certificat d'origine est exigé par le Département des douanes. Il doit être délivré dans le territoire désigné d'origine des marchandises. Il doit également être signé ou visé par une administration publique ou par une Chambre de commerce de ce territoire.

Le certificat doit préciser que la dernière opération de fabrication a effectivement eu lieu dans le territoire déclaré et qu'une partie substantielle de cette fabrication doit avoir eu lieu sur ce territoire et utilisé au moins 50 pour cent de matières, de main-d'oeuvre et d'autres inputs financiers de transformation originaires du territoire.

Les coûts de fabrication, qui sont les coûts sortie usine, doivent être eux aussi clairement définis.

Des dispositions spéciales s'appliquent aux marchandises en provenance des territoires déclarés 1) qui ont transité par n'importe quel pays; 2) qui ne sont pas destinées à la vente, dont la valeur ne dépasse pas 1 000 roupies et qui sont reçues par poste; 3) qui sont des effets personnels ou des articles de ménage appartenant à des voyageurs; et 4) si l'importateur n'est pas en mesure de présenter le certificat d'origine voulu au moment de l'entrée de ces marchandises à Maurice.

iv) Réductions de taxes

En vertu de la Loi sur le tarif douanier, le Département des douanes applique environ 90 régimes d'exonération ou de réduction des droits dans divers secteurs de l'agriculture ou de l'industrie et dans le cas des voyageurs.

Des ristournes de droits sont accordées si les marchandises importées pour transformation sont réexportées.

Des exonérations de droits sont également accordées au personnel des Nations Unies et aux missions diplomatiques sur attestation du Ministère des affaires étrangères.

Il existe également des dispositions concernant les marchandises en admission temporaire. Maurice est partie contractante à la Convention relative à l'admission temporaire.

Les principales catégories d'importations, par produits et par pays d'origine en 1991-1993, figurent à l'annexe IV.

v) Organismes de commerce d'Etat

Pour certains motifs stratégiques, y compris la sécurité alimentaire, le commerce de certains produits relève d'organismes parastatals. On estime indispensable d'assortir la libéralisation d'un système efficace de réglementation qui garantisse le contrôle de l'approvisionnement du marché en certains produits sensibles.

La Société de commerce d'Etat (State Trading Corporation - STC), l'Office de commercialisation des produits agricoles (Agricultural Marketing Board - AMB) et la Régie mauricienne des viandes (Mauritius Meat Authority - MMA) sont les trois organismes parastatals compétents pour l'acquisition et le stockage de certains produits dont la distribution et la vente au détail restent confiées au secteur privé. Ces organismes répondent aux conditions de l'article XVIII du GATT.

La STC est chargée de l'importation et de la fourniture du riz, de la farine, du ciment, des produits pétroliers, des fruits, etc., comme indiqué ci-dessous:

Importations effectuées par la SOCIÉTÉ DE COMMERCE D'ÉTAT
(Tonnes métriques)

Exercice	Riz		Farine	Ciment	Produits pétroliers	Fruits	Autres ^a	Total
	30-35% Brisures	< 5% Brisures/Autres Qualité A						
1989/89	85 460	-	34 686	195 614	488 231	-		803 991
1989/90	68 243	8 530	4 252	224 698	517 164	9		822 896
1990/91	83 810	1 500	11 459	218 868	494 738	9		810 382
1991/92	57 308	6 000	7 770	245 613	557 309	10	115	874 125
1992/93	68 528	16 852	7 204	279 403	561 061	237	2	933 287

a) a) Ventilation: 1991/92: Engrais = 111
Casques = 4 (ou 2 952 unités)
1992/93 Casques = 2 (ou 1 340 unités)

b) La société n'a pas l'intention d'importer des engrais et des casques à l'avenir.

Riz

Le gouvernement intervient dans le commerce du riz en application de sa politique qui est de fournir à la population mauricienne, et en particulier aux économiquement faibles, cet aliment de base au prix le plus bas possible, tout en assurant un approvisionnement régulier et en faisant respecter des normes de qualité acceptables. Comme le riz ainsi importé doit être vendu à un prix raisonnable, le gouvernement se soucie surtout d'obtenir des fournisseurs les meilleurs prix possibles en achetant en grosses quantités pour toute une année, de préférence en s'adressant à une administration publique du pays fournisseur.

Ciment

La Société de commerce d'Etat n'importe que 50 pour cent du ciment dont le pays a besoin. Les 50 pour cent restants sont importés par le secteur privé qui a, pour le moment, la charge de commercialiser ce produit.

Produits pétroliers

Maurice importe la totalité des produits pétroliers dont elle a besoin. Etant donné le rôle stratégique que jouent ces produits dans l'économie mauricienne et leur impact sur la balance des échanges commerciaux, le gouvernement a décidé en 1983 d'intervenir jusqu'à un certain point dans ce secteur. Il a ainsi pris à sa charge 25 pour cent de l'approvisionnement du pays. Les bons résultats de cette intervention sur le plan des prix, qui a entraîné des économies substantielles de devises, ont amené le gouvernement à prendre à son compte à partir de 1985 la totalité des importations nécessaires. L'acquisition de produits pétroliers s'effectue par appel d'offres international.

vi) Agriculture

Le sucre est, et restera pendant de nombreuses années encore, la base de l'économie mauricienne en général et de l'agriculture de Maurice en particulier. L'objectif national est de pousser la production sucrière annuelle à 650 000 ou 700 000 tonnes grâce à des améliorations de la productivité des grandes et des petites exploitations. En sa qualité de signataire du Protocole sur le sucre annexé à la Convention de Lomé, Maurice exporte l'essentiel de son sucre brut à destination de l'Union européenne (UE). Ce protocole est un important accord commercial contractuel conclu pour une durée indéfinie, et il garantit l'accès de quantités convenues de sucre au marché de l'UE à des prix garantis.

Jusqu'à ce jour, Maurice a pleinement honoré son engagement d'exportation envers l'UE. A la suite de son élargissement, celle-ci connaît un déficit d'approvisionnement en sucre brut et Maurice, au même titre que d'autres pays ACP, a l'intention de redoubler d'efforts pour livrer les quantités supplémentaires de sucre nécessaires pour combler le déficit global des raffineurs de l'Union.

Le sucre en excédent des quantités fournies à l'Union européenne et aux Etats-Unis est vendu sur le marché mondial. Etant donné la demande croissante de produits organiques sur le marché international, Maurice a entrepris la production de sucre organique pour l'exportation. De plus, elle produit, pour l'exportation, plusieurs variétés de sucres spéciaux.

L'industrie du sucre devait acquitter depuis très longtemps un droit à l'exportation. Dans le passé récent, ce droit avait été réduit à diverses reprises à titre d'incitation à l'industrie. Le 1er juillet 1994, il a été totalement supprimé.

La compétitivité des produits agricoles mauriciens souffre, sur les marchés d'exportation, de certaines contraintes importantes, imputables à la pénurie de terres, à la distance qui sépare Maurice des principaux marchés européens ou autres, au coût élevé de sa main-d'oeuvre, etc. La politique officielle consiste donc à encourager les investissements dans les productions de forte valeur destinées aux marchés accueillants.

De tout temps, le thé et les fleurs ont été les principaux produits agricoles mauriciens, après le sucre. Les exportations de thé vont vraisemblablement diminuer dans les années qui viennent, à la fois en volume et en valeur, en raison du manque de rentabilité intrinsèque de cette culture à Maurice. Les exportations de fleurs ont jusqu'ici été dominées par l'anthurium. A l'avenir, il est vraisemblable que les exportations d'autres fleurs, par exemple celles d'oeillets et de roses, augmentent. Un plan d'assistance prévoit le remboursement jusqu'à 50 pour cent, sous certaines conditions, des frais de transport que doivent acquitter les exportateurs de certains produits agricoles.

Les autorités prennent également des mesures pour normaliser les productions et les exportations agricoles de Maurice de façon à satisfaire aux normes internationales, à savoir:

- a) adoption de normes internationales agréées pour le poisson, les viandes, les fruits et les légumes, conformément au Codex Alimentarius OMS/FAO;
- b) création d'un Laboratoire des résidus de pesticides, pour la détection des résidus chimiques dans les produits alimentaires;
- c) création d'un Laboratoire d'hygiène alimentaire chargé de vérifier le respect des normes par les produits alimentaires d'origine animale; et
- d) révision des législations applicables aux animaux d'élevage et aux végétaux.

Maurice est largement tributaire de son commerce d'importation, en ce qui concerne notamment le riz, la farine et les produits laitiers, pour satisfaire à ses besoins nationaux, mais elle s'auto-approvisionne en légumes frais, poulets et viande de porc. Il est à craindre que l'application de l'Accord sur l'agriculture conclu à l'occasion du Cycle d'Uruguay compromette la situation de Maurice, importateur net de produits alimentaires.

L'importation des produits agricoles fait l'objet d'un contrôle vétérinaire ou phytosanitaire selon le cas qui a pour but de veiller à ce que les produits importés soient exempts de maladies et, ainsi, de protéger l'agriculture locale et la santé de la population.

Les importations de produits agricoles de grande consommation sont canalisées par l'un ou l'autre des trois organismes parastatals mentionnés plus haut.

Plusieurs mesures ont été prises en vue d'accroître la production agricole et de surmonter les contraintes qui pèsent sur les divers facteurs de production. Ces mesures entrent en gros dans les services généraux assurés par le gouvernement et sont donc compatibles avec les dispositions de l'Accord sur l'agriculture issu du Cycle d'Uruguay.

vii) Santé

La formulation et l'application des mesures sanitaires, comme l'importation et le contrôle des médicaments et des pesticides, relèvent de la compétence du Ministère de la santé.

Mesures sanitaires

Les règlements sanitaires appliqués à Maurice s'appuient sur les lois-cadres britanniques concernant la protection de la santé de l'être humain et l'hygiène, qui datent déjà de 1925. Les lois adoptées à cette époque se sont révélées efficaces dans les circonstances qui régnaient alors. Depuis, des modifications énormes de la situation se sont produites, y compris la croissance démographique, l'urbanisation et l'industrialisation, ainsi que l'apparition de la nécessité de s'aligner sur le développement, et obligent à adopter des mesures nouvelles.

S'efforçant de respecter et de faire appliquer les normes internationales, le Ministère de la santé met désormais en oeuvre les mesures prescrites par la FAO, l'OMS et l'Union européenne. Ces mesures ont pour but l'harmonisation des normes.

Le Ministère de la santé entend essentiellement protéger la population contre les maladies importées. Dans cette perspective, il a fait adopter des révisions de la Loi sur la quarantaine, afin de prévenir l'apparition de maladies sous quarantaine, par exemple le choléra, la peste, la fièvre jaune, la fièvre récurrente et le typhus.

Afin d'atteindre l'objectif général de la législation, la Loi sur la quarantaine révisée prescrit:

- a) la collecte et la diffusion d'informations épidémiologiques et sanitaires;
- b) la prévention de la propagation des infections transportées par les navires, aéronefs, personnes, etc., venus de l'étranger;
- c) la prescription des signaux à déployer par les navires à l'entrée dans le pays;
- d) la déclaration sanitaire à effectuer, conformément au Règlement sanitaire international, par les capitaines ou pilotes à l'entrée dans le pays;
- e) le contrôle et la gestion de la station de quarantaine;
- f) le maintien de l'hygiène dans le port et à l'aéroport ainsi que dans leurs environs, y compris les mesures d'élimination des rongeurs, moustiques et autres vecteurs de maladies;
- g) l'attribution aux fonctionnaires compétents du pouvoir d'inspecter les navires et aéronefs.

L'article 151 de la Loi de 1992 sur la santé publique interdit l'importation de produits alimentaires impropres à la consommation humaine.

La Loi révisée de 1992 sur les produits alimentaires et les médicaments a été mise en place pour assurer que les produits alimentaires importés soient sains et non altérés. Elle confère aux fonctionnaires compétents du Ministère de la santé le pouvoir de prélever des échantillons de produits alimentaires pour analyse. Elle donne également pouvoir au Ministère de la santé de prendre des règlements interdisant ou limitant l'addition de toute substance aux produits alimentaires, de réglementer la composition de tout produit alimentaire et de prendre des mesures afin d'empêcher l'importation, le transport et le stockage de certains produits alimentaires destinés à la consommation humaine, de porter atteinte à la santé.

Le Ministère de la santé a pris les règlements suivants pour le contrôle adéquat des produits alimentaires et des médicaments:

- a) Règlement de 1980 sur les produits alimentaires et les médicaments (colorants)
- b) Règlement de 1979 sur les produits alimentaires et les médicaments (substances aromatiques)
- c) Règlement de 1976 sur les produits alimentaires et les médicaments (produits de conservation)
- d) Règlements de 1982 sur les produits alimentaires et les médicaments (présence d'antioxydants dans les produits alimentaires)
- e) Règlement de 1979 sur les produits alimentaires et les médicaments (contrôle des émulsifiants et stabilisants)
- f) Règlements de 1979 sur les produits alimentaires et les médicaments (contrôle des aflatoxines)
- g) Règlement de 1962 sur les produits alimentaires et les médicaments (ghee)
- h) Règlement de 1979 sur les produits alimentaires et les médicaments (présence de solvants dans les produits alimentaires)
- i) Règlement de 1980 sur les produits alimentaires et les médicaments (résidus phytopharmaceutiques)
- j) Règlement de 1979 sur les produits alimentaires et les médicaments (traces d'oligoéléments dans les produits alimentaires).

L'administration travaille actuellement à une nouvelle loi sur les produits alimentaires qui remplacera la loi actuelle sur les produits alimentaires et les médicaments. Tous les règlements pris conformément aux lois sur les produits alimentaires et les médicaments sont également regroupés dans un seul règlement mis à jour, aligné sur le Codex Alimentarius international.

La confection de produits alimentaires dans de bonnes conditions sanitaires par les usines est régie par le Règlement 47 de 1954 sur le commerce et l'industrie.

Importation et contrôle des médicaments à Maurice

L'importance capitale de la réglementation des médicaments est bien connue, et son intérêt, en raison de l'impact qu'elle a sur l'opinion publique, est lui aussi reconnu en général. Les effets d'un médicament ne concernent pas seulement le pays d'origine ou de production, mais également toute nation qui s'intéresse à son emploi. Cela oblige à exercer un certain contrôle sur l'importation et l'utilisation des médicaments.

Le Ministère de la santé a adopté une liste des substances indispensables pour répondre aux besoins cliniques du pays. L'adoption de cette politique permet de se procurer des médicaments de la façon la plus économique, tout en garantissant qu'ils seront disponibles à tout moment.

Les médicaments contrôlés, par exemple les psychotropes et les stupéfiants qui font l'objet d'un contrôle international en vertu de conventions internationales, sont importés sous licence. Les quantités de ces médicaments sont rigoureusement contrôlées afin d'en assurer l'usage légitime.

Les autres médicaments utilisés dans le secteur public et qui sont importés font l'objet d'appels d'offres internationaux. Les critères retenus sont la qualité, le prix et les délais de livraison. Ces médicaments doivent satisfaire aux bonnes pratiques de fabrication dans les pays exportateurs.

Les médicaments vendus dans le secteur privé sont importés par des firmes pharmaceutiques de gros agréées. Ils doivent être déclarés à l'Office de pharmacie avant leur importation, conformément à la Loi de 1985 sur les pharmacies. Un système de marges bénéficiaires maximales a été instauré afin de fixer les prix des médicaments au gros et au détail. Le grossiste peut ainsi bénéficier d'une marge bénéficiaire de 17 pour cent sur le coût des produits livrés à terre et le détaillant d'une marge de 27 pour cent sur le prix de gros.

L'harmonisation des règlements concernant les médicaments est jugée nécessaire pour faciliter la recherche et simplifier les formalités.

Importation et contrôle des pesticides à Maurice

Maurice doit importer des pesticides de types très nombreux toute l'année durant pour les besoins de son agriculture.

La première tentative de réglementation de l'importation, de la fabrication, de la distribution et de la vente des pesticides a eu lieu en 1970 moyennant l'adoption de la Loi sur le contrôle des pesticides, qui avait pour but:

- i) de délivrer les permis de fabriquer, importer, vendre et distribuer les pesticides;
- ii) de fixer les conditions à respecter pour la fabrication, l'importation et la vente des pesticides;
- iii) de conseiller le Ministre de la santé pour tout ce qui touche aux pesticides.

La consommation de pesticides à Maurice est substantielle et la quantité moyenne importée chaque année de 1977 à 1986 a été de 1 153 tonnes. Environ 200 produits agrochimiques sont agréés.

Depuis deux ans, des règlements ont été pris conformément à la Loi sur le contrôle des pesticides pour fixer les conditions à respecter en matière d'emballage et de marketing.

L'importateur doit également prouver que le pesticide qu'il se propose d'importer à Maurice est enregistré dans son pays d'origine. D'après les informations ainsi présentées, l'Office du contrôle des pesticides (Pesticide Control Board - PCB) étudie les demande cas par cas et décide s'il y a lieu ou non de délivrer le permis d'importation. Le PCB s'appuie, pour prendre ses décisions, sur un certain nombre de références internationalement reconnues, par exemple celles de l'OMS, de la FAO, etc.

De plus, du fait de l'industrialisation rapide de Maurice, au cours des dix dernières années en particulier, l'industrie et les ménages utilisent de plus en plus de produits chimiques. Certains de ces produits peuvent présenter des risques pour les travailleurs en contact avec eux, pour la population en général et pour l'environnement. Aussi, dans le cadre du projet entrepris conformément au Programme d'investissement dans l'environnement (Environment Investment Programme - EIP), le gouvernement étudie-t-il actuellement une proposition importante qui consisterait à adopter une loi sur les substances dangereuses. Cette loi consistera essentiellement à étendre l'application de la Loi sur le contrôle des pesticides à tous les produits chimiques dangereux. Il s'agira de surveiller et réglementer l'importation, le stockage, l'utilisation et l'évacuation de toutes les substances potentiellement dangereuses. L'application de cette nouvelle législation obligera à une collaboration étroite entre les Ministères de la santé, du travail et de l'environnement, la police et les pompiers ainsi que le Département des douanes et accises.

PARTIE B: TOILE DE FOND DE L'EVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Chapitre 5

Extension des besoins, politiques et objectifs économiques et de développement

Le développement économique que Maurice a connu depuis 25 ans ou durant la première phase de son développement industriel peut s'expliquer principalement par:

- i) l'importance des investissements étrangers attirés par la stabilité politique et sociale du pays, ainsi que la stabilité des recettes en devises produites par l'exportation de sucre dans le cadre du Protocole sur le sucre;
- ii) l'abondance d'une réserve de main-d'oeuvre alphabétisée; et
- iii) l'accès préférentiel aux marchés:
 - a) de l'Union européenne dans le cadre de la Convention de Lomé et
 - b) des Etats-Unis, en ce qui concerne le sucre dans le cadre d'un contingentement, et les textiles en vertu d'un accord de commerce bilatéral.

Les années 1988-1989 ont marqué, pour Maurice, la fin d'une croissance rapide appuyée sur l'emploi d'une main-d'oeuvre abondante et le début d'un deuxième cycle de développement. Le tableau I ci-après montre qu'en 1989-1990 l'économie a connu un ralentissement. La croissance moyenne est tombée de 7,5 à 5,9 pour cent par rapport aux cinq années précédentes, l'inflation est passée à 9,1 pour cent contre 3,4 pour cent et le déficit des comptes extérieurs s'est creusé (4,5 pour cent du PIB en moyenne contre 1,7 pour cent précédemment).

Tableau I: Divers indicateurs économiques, 1984-1993

Indicateurs	1984-1988	1989-1990	1991-1992	1993
Croissance du PIB (5)	7,5	5,9	6,0	5,0
Investissement/PIB (%)	24,5	30,7	28,3	28,1
Epargne nationale/PIB (5)	22,8	26,2	27,8	24,2
Inflation (prix à la consommation) (%)	3,4	9,1	5,8	10,5
Taux de change réel (1980 = 100)	86,0	80,7	80,0	80,1
Transactions extérieures courantes/PIB (%)	-1,7	-4,5	-0,5	-1,4
Déficit budgétaire/PIB (%)	-1,1	-3,2	-2,4	-2,2
Variation en % de M2 au début de la période M2 (%)	27,8	19,2	20,7	13,6
Avoirs extérieurs nets (%)	21,1	58,3	13,4	-1,7
Crédit intérieur net (%)	10,4	15,2	14,1	18,0
dont créances nettes sur le gouvernement (%)	-2,2	4,4	5,2	3,8
dont créances sur le secteur privé (%)	15,4	10,6	8,8	14,2

Source: Office central de la statistique.

Dans ces conditions, le gouvernement s'est trouvé amené à réfléchir aux politiques qu'il serait nécessaire d'appliquer dans l'avenir pour résoudre les problèmes causés par la pénurie de main-d'oeuvre, la pression sur les salaires et le raidissement de la concurrence, notamment sur les marchés mondiaux des textiles.

Comme la pénurie de main-d'oeuvre constitue la principale contrainte qui pèse sur la croissance future, les autorités ont pris des mesures pour améliorer les qualifications des travailleurs et les technologies dans le dessein d'accélérer la productivité.

La diminution de la compétitivité internationale des exportations mauriciennes constitue un deuxième problème. Depuis 1989, la hausse des salaires et le gonflement de l'inflation intérieure ont relativement poussé vers le haut les coûts de production, ce qui a rendu les exportations mauriciennes moins concurrentielles sur le marché international.

Pour retrouver sa compétitivité, Maurice tente d'accéder aux marchés haut de gamme en encourageant des productions appuyées sur des technologies de pointe.

Les accords sur l'agriculture et sur les textiles et les vêtements conclus dans le cadre du Cycle d'Uruguay posent à Maurice un troisième défi. Il est vraisemblable que Maurice se trouvera affectée par l'issue des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, qui vont, on le pense, conduire à une libéralisation des échanges et à une amélioration de l'accès aux marchés moyennant l'élimination progressive des restrictions quantitatives, l'abaissement des droits de douane sur les produits industriels et la réduction des subventions aux productions intérieures et à l'exportation des produits agricoles.

Dans le cas du sucre, Maurice, comme les autres pays ACP fournisseurs, étudie les engagements pris par l'Union européenne concernant l'accès au marché et la concurrence entre exportateurs dans le cadre de la revue de son régime des importations de sucre.

Dans le cas des textiles et du vêtement, on escompte que les contingentements seront progressivement éliminés sur dix ans, moyennant l'intégration graduelle de ce secteur dans le cadre du GATT de 1994. Cette évolution entraînera l'érosion des préférences dont jouit Maurice pour l'exportation de ses textiles et de ses produits d'habillement, à destination de l'Union européenne en vertu de la Convention de Lomé ou à destination des Etats-Unis et du Canada en vertu des accords bilatéraux conclus dans le cadre de l'Arrangement multifibres.

En qualité d'importateur net de produits alimentaires, Maurice souffrira également de la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture issu du Cycle d'Uruguay car il est très vraisemblable que les prix mondiaux de ces produits augmenteront, entraînant un gonflement de la facture des importations alimentaires de Maurice. Cela pourrait compromettre la balance des échanges commerciaux de Maurice, déjà négative.

Maurice demande instamment l'adoption de mesures correctives et compensatoires, comme prévu dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay, qui lui permettraient de surmonter les retombées négatives des accords du Cycle d'Uruguay sur son économie.

Maurice est toutefois consciente que la croissance soutenable de son économie dépend inévitablement de la mise en valeur de ses ressources humaines, d'une affectation efficace des ressources, de l'utilisation de technologies modernes, etc.

Chapitre 6

Contexte économique extérieur

a) Principales tendances du commerce d'importation et d'exportation (1989-1993)

i) Commerce extérieur total et balance du commerce des biens tangibles

L'étude de l'évolution du commerce extérieur entre 1989 et 1993 fait ressortir une augmentation de 51 pour cent, soit de 36 milliards de roupies en 1989 à 54 milliards de roupies en 1993.

Durant cette période, le pays a enregistré des balances commerciales négatives allant de 4,5 à 6,8 milliards de roupies.

ii) Evolution des termes de l'échange et des prix des produits de base

Les termes de l'échange sont restés favorables pour Maurice durant toute la période considérée. Leur indice, c'est-à-dire celui du mouvement des prix des exportations par rapport à ceux des importations, calculé sur la base 1968 = 100, s'établissait à 103 en 1993 contre 98 en 1989.

De 1989 à 1993, l'indice des prix à l'exportation (valeurs unitaires) dénote une progression annuelle de ces prix égale à 7 pour cent, soit, selon estimation, 7 pour cent dans le cas des exportations EPZ et 5 pour cent dans celui du sucre. De leur côté, les prix à l'importation n'ont augmenté que de 5 pour cent par an.

iii) Exportations

Les recettes d'exportation ont atteint pour 1993 23,5 milliards de roupies, soit environ 52 pour cent de plus qu'en 1989 (15,5 milliards de roupies). En volume, les exportations ont augmenté en moyenne de 1 pour cent, car la plus grande partie de l'augmentation en valeur s'explique par la hausse des prix.

Les exportations comparées par principaux secteurs entre 1989 et 1993 figurent ci-dessous:

Secteur	Valeur f.a.b., milliards de roupies		
	1989	1993	Variation en %
Sucre	4,9	5,8	+ 18
EPZ	9,1	15,8	+ 74
Autres	1,5	1,9	+ 27
Exportations totales	15,5	23,5	+ 52

Exportations EPZ

L'augmentation des exportations entre 1989 et 1993 s'explique principalement par la progression substantielle - 74 pour cent - des recettes d'exportation du secteur EPZ, passées à 15,8 milliards de roupies en 1993 contre 9,1 milliards de roupies en 1989, ce qui correspond à une croissance annuelle de 12 pour cent. Si l'on fait abstraction de la hausse des prix, le secteur EPZ a connu une croissance en volume d'environ 4 pour cent.

Sucre

Les recettes de l'exportation du sucre ont augmenté de 18 pour cent, passant de 4,9 milliards de roupies en 1989 à 5,8 milliards de roupies en 1993, soit une progression de 3 pour cent par an. Les exportations de sucre se sont établies seulement à 540 000 tonnes métriques en 1993 contre 636 000 tonnes en 1989, ce qui représente une baisse d'environ 15 pour cent.

Principaux marchés

Durant la période étudiée, le principal importateur de produits mauriciens est resté la CEE, avec environ 80 pour cent du total jusqu'en 1993, année où le chiffre est tombé à 73 pour cent en raison principalement de l'augmentation des exportations vers les Etats-Unis.

iv) Importations

De 1989 à 1993, la facture d'importation a augmenté de 50 pour cent, passant de 20,2 milliards de roupies en 1989 à 30,3 milliards de roupies en 1993. Compte tenu des hausses de prix, voisines de 5 pour cent, la croissance en volume s'établit à 3 pour cent.

Comme le montrent les chiffres comparés du tableau ci-dessous, la croissance des importations a été forte dans le cas de tous les groupes de produits, et s'est établie entre 32 et 68 pour cent.

	Valeur c.a.f., milliards de roupies		
	1989	1993	Augmentation en %
Produits alimentaires, boissons et tabacs	2,4	3,9	+ 61
Combustibles	1,5	2,1	+ 40
Produits chimiques	1,3	2,2	+ 68
Produits manufacturés	9,3	13,9	+ 50
Machines et appareils	4,6	6,8	+ 47
Autres produits	1,1	1,4	+ 32
Importations totales, dont	20,2	30,3	+ 50
EPZ	(7,5)	(9,3)	(+ 24)

Les chiffres de l'annexe V montrent que la principale source des importations mauriciennes est restée de 1989 à 1993 la CEE.

v) Le secteur EPZ

Les importations dans l'EPZ ont elles aussi augmenté sensiblement, passant de 7,5 milliards de roupies en 1989 à 9,3 milliards de roupies en 1993, soit une augmentation de 24 pour cent au total et une augmentation annuelle de 4 pour cent.

Durant la période considérée, les exportations EPZ nettes ont considérablement augmenté, passant de 1,5 milliard de roupies en 1989 à 6,5 milliards de roupies en 1993 et représentant, par rapport aux exportations totales, 41 pour cent en 1993 contre 17 pour cent en 1989. Prière de se reporter à l'annexe VI pour le détail des chiffres.

b) **Tendances importantes de la balance des paiements, des réserves, de la dette, des changes et des taux d'intérêt**

La balance des paiements est restée sans interruption excédentaire depuis 1985, mais ses excédents sont revenus de 2 950 millions de roupies en 1991 à 721 millions de roupies en 1992 et 140 millions de roupies en 1993, comme on le voit dans le tableau ci-après. Cette régression s'explique en grande partie par certaines évolutions du compte de capital. La chute des apports nets de capitaux au compte des organismes parastatals et la forte progression des investissements directs privés à l'étranger ont conduit à des sorties nettes de capitaux en 1992 et à seulement une petite entrée nette en 1993, à comparer à des entrées nettes relativement importantes les années précédentes. Les balances des paiements des années 1987 à 1992 figurent à l'annexe VII.

Suite à l'évolution de la balance des paiements globale depuis 1991-1992, les réserves de devises de la Banque de Maurice sont tombées de 14 712 millions de roupies à la fin juin 1992 à 13 692 millions de roupies en juin 1993 et 12 729 millions de roupies en juin 1994. A la fin juin 1994, les réserves de devises représentaient 21 semaines d'importations, contre 26 semaines en juin 1993 et 30 semaines en juin 1992. Le détail des chiffres figure à l'annexe VIII.

Récapitulatif de la balance des paiements
(en millions de roupies)

	1989	1990	1991	1992	1993 (e)
Balance des opérations courantes	-1 593	-1 783	-285	-181	-1 624
Commerce des marchandises	-3 219	-4 007	-3 193	-1 817	-4 487
Exportations f.a.b.	15 166	17 914	19 019	20 100	23 020
Importations f.a.b.	18 385	21 921	22 212	22 917	27 507
Importations c.a.f.	20 217	24 019	24 383	25 280	30 319
Services (nets)	477	786	1 635	1 204	1 166
Transferts (nets)	1 149	1 438	1 273	1 432	1 697
Compte de capital	526	1 416	655	-230	216
Erreurs et omissions	3 292	3 809	2 580	1 132	1 548
Balance des paiements globale	2 225	3 442	2 950	721	140
Mouvements monétaires dont:	-2 225	-3 442	-2 950	-721	-140
Variation des réserves (- indique une augmentation)	-1 659	-2 797	-2 628	-721	-140
Autres	-566	-645	-322	0	0

Dette extérieure

La dette extérieure totale s'établissait à la fin juin 1993 à 17 059 millions de roupies, dont 5 712 millions de roupies sur le compte du gouvernement central, 7 546 millions de roupies sur celui des autres administrations et 3 801 millions de roupies pour le secteur privé. Au fil des années, la dette relative des autres administrations et celle du secteur privé ont augmenté. Le coefficient du service de la dette s'est établi, pour l'ensemble du pays, à 7,4 pour cent en 1991-1992, 8,1 pour cent en 1992-1993 et 6,5 pour cent en 1993-1994. Pour plus de détails, se reporter à l'annexe IX.

Taux de change

Depuis février 1983, la roupie mauricienne est alignée sur une corbeille de monnaies pondérées en fonction des échanges commerciaux. De plus, les autorités appliquent depuis quelques années une politique de taux de change flottants. La Banque de Maurice cote les taux roupie/dollar EU, roupie/franc français et roupie/livre sterling. Elle intervient désormais sur le marché des changes en achetant ou vendant exclusivement des dollars EU. Cette intervention doit contribuer à la constitution d'un marché des changes plus efficace et à la réalisation d'une politique des changes de nature à stabiliser davantage le taux de la roupie.

Les taux de change de la roupie face aux principales monnaies au cours des dernières années figurent dans les annexes (voir annexes X, XI et XII).

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sont totalement libres depuis juillet 1988. Afin de permettre aux forces du marché de jouer un plus grand rôle dans la détermination des taux d'intérêt, le taux officiel d'escompte est, depuis juin 1994, indexé sur le taux moyen de négociation des bons du Trésor au cours des 12 semaines précédentes, majoré d'un point de pourcentage. Les principaux taux d'intérêt des dernières années figurent aux annexes XIII, XIV et XV.

Mesures financières applicables aux importations et aux exportations - contrôle des changes

Les paiements et transferts au titre des transactions internationales courantes, y compris le commerce des services, ne font aujourd'hui l'objet d'aucune restriction.

De plus, le gouvernement mauricien a accepté à compter du 29 septembre 1993 les obligations de l'article VIII, para. 2, 3 et 4 des Statuts du FMI. Par là, Maurice s'est engagée à ne pas imposer de restrictions sur les paiements et transferts au titre des transactions internationales courantes, à ne pas conclure, sans l'autorisation du FMI, d'arrangements discriminatoires en matière de change, ni à recourir à des pratiques de taux de change multiples.

L'acceptation par Maurice des dispositions de l'article VIII donne à la communauté internationale l'assurance que le pays mettra en oeuvre des politiques économiques saines qui ne l'obligeront pas à recourir à des restrictions sur les paiements ou les transferts au titre des transactions internationales courantes, et qu'il contribuera ainsi à un mécanisme multilatéral de paiements entièrement libéré de restrictions.

Depuis juillet 1994, tous les contrôles subsistants sur les mouvements de capitaux sont abolis. Dès lors, il n'existe plus à Maurice de contrôle des changes, ce qui constitue une nouvelle avancée de l'intégration de l'économie mauricienne dans l'économie mondiale.

c) Situation macroéconomique internationale influant sur le commerce extérieur

L'économie mauricienne est ouverte sur l'extérieur et, partant, vulnérable aux retournements de situation, par exemple les récessions et les crises financières que connaissent ses principaux marchés extérieurs. Le ralentissement de l'activité économique sur ces marchés entraîne inévitablement une réduction de leur demande et une contraction de leur consommation et, partant, de leurs importations de produits que Maurice a intérêt à exporter. Par chance, Maurice a été largement épargnée par les retombées négatives du plus récent ralentissement de l'activité économique d'un certain nombre de pays développés.

Cependant, Maurice s'inquiète de certains faits récents:

- a) la création de la Zone de libre-échange nord-américaine (ALENA) et la possibilité d'une extension de cette zone à d'autres pays d'Amérique latine que le Mexique;
- b) la conclusion d'accords d'association entre l'Union européenne et un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale;
- c) le démantèlement de la Communauté d'assistance économique mutuelle (CAEM) et l'intégration des économies ex-communistes dans l'économie mondiale;
- d) la création de zones de transformation pour l'exportation dans plusieurs pays en développement, qui conduira à un accroissement de l'offre de produits traditionnels, par exemple les textiles et les vêtements, sur le marché mondial.

En tant que signataire de la Convention de Lomé, Maurice ne saurait rester à l'écart des évolutions que connaît l'Union européenne. L'octroi de préférences commerciales par l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale a des retombées négatives directes sur le commerce d'exportation mauricien. Ces pays bénéficient aussi, par rapport à Maurice, d'un avantage sur les plans de l'approvisionnement en matières premières, de la main-d'oeuvre qualifiée, des technologies, des infrastructures et des coûts de production, sans parler de leur proximité géographique des marchés des Etats membres de l'Union européenne.

Maurice s'inquiète également de la mise en oeuvre des dispositions du nouvel Accord du GATT. Les dispositions finales adoptées à l'occasion du Cycle d'Uruguay vont compromettre les préférences commerciales résultant de la Convention de Lomé.

L'intensification de la concurrence sur le marché nord-américain, imputable à la libéralisation des échanges d'une part, à l'ALENA d'autre part, va également avoir des répercussions sur le commerce d'exportation mauricien.

Maurice a déjà entrepris des mesures de nature à donner plus de poids aux divers secteurs de son économie, et elle envisage aussi d'investir dans de nouvelles activités économiques.

Chapitre 7

Les problèmes sur les marchés extérieurs (problèmes de l'accès des exportations aux marchés): principaux obstacles au commerce

Généralités

Maurice exporte principalement à destination des pays de la CEE et des Etats-Unis, qui ont absorbé respectivement 73 et 18 pour cent de ses exportations en 1993. La France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie ont, ensemble, acheté 82,3 pour cent des produits EPZ exportés en 1993. Ce sont là les marchés traditionnels de Maurice. Textiles et articles d'habillement constituent l'essentiel (84 pour cent) des exportations EPZ. Pour plus de détails, se reporter à l'annexe XVI.

Maurice considère qu'il lui faut, pour accroître ses exportations, élargir et diversifier ses marchés. Toutefois, la pénétration sur certains marchés est difficile en raison de l'existence d'importants obstacles, tarifaires ou non, aux échanges commerciaux.

Obstacles au commerce

Marchés de l'Union européenne

L'accès aux marchés des pays de l'Union européenne n'est pas freiné par des obstacles au commerce car les produits fabriqués à Maurice y entrent sans contingentement ni droits de douane à condition de satisfaire aux critères d'origine.

Etats-Unis et Canada

Sur le marché des Etats-Unis et le marché canadien, certaines exportations mauriciennes, par exemple les robes, chemises, chemisiers et pantalons, font l'objet de contingentements bilatéraux. Maurice n'a malheureusement pas utilisé ses contingents dans leur totalité. L'annexe XVII indique les contingents inutilisés de divers articles sur le marché des Etats-Unis.

De plus, les exportations mauriciennes se heurtent à des droits compris entre 3,5 et 34,2 pour cent selon les produits sur le marché des Etats-Unis. Il semble que, malgré les accords issus du Cycle d'Uruguay, les droits de douane des Etats-Unis qui figurent dans *Harmonized Tariffs, chapters 61 and 62* demeureront inchangés.

Au Canada, Maurice bénéficie du **Tarif préférentiel britannique (BPT)** et du **Tarif de la nation la plus favorisée (MFNT)**.

Si les articles d'habillement importés de Maurice transitent par les Etats-Unis, le droit applicable peut être majoré de 7 pour cent.

Australie

En 1991, le gouvernement australien a annoncé que le contingentement des importations de textiles, de chaussures et de vêtements sur le marché australien serait supprimé le 28 février 1993 et que les produits en question ne feraient plus l'objet que de droits à l'importation. Ces droits seraient progressivement réduits sur les neuf années suivantes et s'établiraient au 1er juillet 2000 comme suit:

	Taux général Taux par pays	Taux pour les pays en développement
Vêtements et certains articles textiles finis	25%	20%
Chaussures, draps et tissus de coton	15%	10%
Parties de chaussures et autres	10%	5%

Les droits d'importation élevés sur les vêtements et certains articles textiles finis ne facilitent pas les échanges et la baisse "de 3 points" à partir de 1994 ne suffira pas pour permettre à Maurice de pénétrer sur le marché australien et de s'y faire une place.

Afrique orientale et australe

A la différence de Maurice, plusieurs autres membres de la ZEP n'appliquent le programme d'élimination progressive de leurs droits de douane qu'avec lenteur.

On a pu constater que les principaux obstacles au commerce dans cette région sont non tarifaires (par exemple les régimes de licences d'importation ou d'exportation). La politique restrictive de plusieurs pays de la ZEP en matière de licences d'importation empêche Maurice d'y exporter ses produits.

Le critère de valeur ajoutée, soit 45 pour cent du coût sortie usine, est jugé trop rigoureux et décourage l'exportation des produits mauriciens vers les pays de la ZEP.

Comme il n'existe pas, dans certains pays de cette zone, de normes de qualité, les hommes d'affaires hésitent à pratiquer avec eux le commerce des denrées alimentaires fraîches, car il n'existerait alors aucune protection juridique en cas de livraison de produits de mauvaise qualité.

L'insuffisance d'informations sur les itinéraires de transport et l'inadéquation des liaisons maritimes nuisent au développement des échanges commerciaux dans la région.

Les produits d'Afrique du Sud bénéficient d'un traitement tarifaire préférentiel lorsqu'ils sont exportés à destination de Maurice, mais les produits mauriciens exportés vers l'Afrique du Sud se heurtent à des droits d'importation élevés et à des surtaxes dans certains cas: ainsi, les droits sur les vêtements confectionnés sont de 90 pour cent et majorés d'une surtaxe de 15 pour cent, encore que le droit effectivement applicable dépende des taux plancher et plafond qui varient d'un article à l'autre.

Inde

Des droits de douane élevés sont imposés par exemple sur le papier sans carbone, les pull-overs de laine et les tissus. Le droit sur le papier en question est de 205 pour cent. Du fait de ces droits élevés, Maurice ne peut exporter ses produits vers l'Inde.

ANNEXES

Annexe I a)

Liste des produits soumis à contrôle

N.T.D.	Désignation
03.05	Poissons salés
04.01	Lait (frais/liquide)
07.01	Pommes de terre (sous toutes leurs formes), y compris de semence
0703.10	Oignons et échalotes
0703.20	Ail
0708.20	Haricots
0708.90	Autres fèves
0802	Arachides
0805.10	Oranges
0805.20	Tangerines, mandarines
0805.30	Citrons et limes
0805.40	Pamplemousses et pomelos
09.04 à 09.10	Epices
10.05, 1103.13, 1102.20	Maïs sous toutes ses formes
10.06	Riz
11.01	Farine de froment ou de méteil
12.11	Plantes et parties de plantes (y compris graines et fruits) des espèces utilisées principalement en médecine, fraîches ou sèches, même coupées, concassées ou pulvérisées
15.07	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
15.11	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
15.12	Huile de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
1513.11, 1513.19	Huiles de coco (coprah) et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
15.14	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
1515.21	Huile de maïs et ses fractions (brute)
1515.29	Huile de maïs et ses fractions (autres)
15.16	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, mais non autrement préparées
15.17	Margarine, mélanges ou préparations alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou huiles du chapitre 15, autres que les graisses et huiles alimentaires et leurs fractions du n° 15.16
15.18	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, cuites, oxydées, déshydratées, sulfurées, soufflées, standolisées ou autrement modifiées chimiquement
17.02	Edulcorants artificiels
1901.10, 1905.401, 04.01	Préparations pour l'alimentation des enfants
21.06	Suppléments nutritifs
21.06	Produits alimentaires diététiques
2106.902	Additifs employés en boulangerie
2402.20	Cigarettes contenant du tabac
25.01	Sel
2523.21, 2523.29	Ciments Portland
27.09	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux
27.10	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux autres que les huiles brutes
2916.1	Acide acrylique
Chapitre 30	Produits pharmaceutiques
	Ayurvédique et autres médecines traditionnelles
3006.20, 3006.30, 38.22	Substances de diagnostic, d'origine biologique
38.08	Insecticides, antirongeurs, fongicides, herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes, désinfectants et produits similaires, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (tels que rubans, mèches et bougies soufrés et papier tue-mouche)
3917.23	Tubes et tuyaux en PVC
39.26	Biberons en matière plastique
3926.909, 4014.90	Tétines et sucettes

N.T.D.	Désignation
6506.101	Casques de moto (casques de protection)
71.08	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre
7112.10	Déchets et débris d'or, même de plaqué ou doublé d'or, à l'exclusion des cendres d'orfèvre contenant d'autres métaux précieux
8417.20,	Machines et appareils pour la boulangerie et la pâtisserie
8438.10, 85.14	
84.23	Appareils et instrumentts de pesage
8516.10	Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques et leurs parties
87.02	Véhicules automobiles et bus pour le transport en commun des personnes
8706.001	Châssis de bus équipés de leur moteur
89.01	Paquebots, bateaux de croisière, transbordeurs, cargos, péniches et bateaux similaires pour le transport de personnes ou de marchandises
89.02	Bateaux de pêche, navires-usines et autres bateaux pour le traitement ou la mise en conserve des produits de la pêche
89.04	Remorqueurs et bateaux-pousseurs
90.17	Instruments de mesure de longueurs, pour emploi à la main (par exemple, mètres)
9018.31	Seringues, avec ou sans aiguilles
9018.39	Aiguilles à sutures et ligatures
9603.10	Balais
Produits relevant des chapitres suivants: 13, 21, 28, 32, 33, 35 et 38	Additifs alimentaires (conservateurs, colorants, aromatisants, exhausteurs de goût)
	- Véhicules automobiles d'occasion (usagés/remis à neuf)
	- Parties et accessoires des véhicules automobiles d'occasion
	- Autres produits d'occasion usagés, mis au rebut et d'occasion

Annexe I b)

Liste des produits chimiques dangereux

Code du SH	Désignation
2912.12	Acétaldéhyde
2924.29	Acétaminophène
2926.90	Acétonitrile
2912.19	Acroléine
2915.24	Anhydride d'acétine
2915.96	Chlorure d'acétyle
2926.10	Acrylonitrile
2814.10	Ammoniac
2922.29	4-aminodiphényle
2921.41	Aminobenzène
2927.00	Aminoazotoluène
2921.41	Aniline
2811.29	Arsenic
2524.00	Amiante
2925.10	Auramine
2617.10, 8110.00	Antimoine
2902.02	Benzène
N.T.D.	Désignation
2902.90	Benzanthracène
2902.90	Benzofluoranthène
2902.90	Benzopyrène
2921.59	Benzidine
2916.31	Acide benzoïque
2903.59	Chlorure de benzylidène
2617.90, 8112.11, 8112.19	Béryllium
2903.30	Dibromure d'éthylène
2930.90	Ethylène thio-urée
2902.90	Fluoranthène
2912.11	Formaldéhyde
2903.40	Fluorotrichlorométhane
2910.90	Guadrine aldéhyde endrine
2910.90	Expoxyde d'heptachlore
2903.62	Hexachlorobenzène
2931.00	Hexachlorobutadiène
2811.19	Sulfure d'hydrogène
2903.19	Hexachloroéthane
2806.10	Chlorure d'hydrogène
2825.10	Hydrazine
2902.90	Undénol (1,2, 3-cd) pyrène
2914.29	Isophorone
2607.00 Chap. 78	Plomb
3204	Magenta
2805.40	Mercure
2916	Acide méthacrylique
2909.60	Méthyl éthyl cétone
2903.30	Bromure de méthyle
2903.12	Chlorure de méthylène
2909.19	Ether de méthyle et de chlorométhyle

Annexe I b) (à suivre)

N.T.D.	Désignation
2924.10	Méthyl nitrosurée
2921.59	Méthylène-bis-o-chloraniline
2905.50	Méthane sulfonate de méthyle
2902.90	Naphtalène
2910.90	Dieldrinaldrine
2903.19	Dichloro-1,1 éthylène
2903.15	1,2 dichloroéthane
2908.90	2,4 dinitrophénol
2903.40	Dichlorodifluorométhane
2917.34	Phthalate de diéthyle (sulfate de diéthyle) (sulfate de diméthyle)
2903.61	1,2,2 dichlorobenzène
2908.10	2,4 diméthylphénol
2932.90	1,4 dioxane
2917.34	Phthalate de diméthyle
2922.19	4-diméthylaminobenzène
2908.19	Diméthylnitrosamine
2903.10	Dinitro-4,6 méthyl-2 phénol
2908.61	Dichloro-1,3 benzène
2921.59	3,3 dichlorobenzidine
2903.15	1,2 dichloroéthane
2904.20	2,4 dinotortoluène 2,4-diaminotoluène
2903.15	1,1 dichloroéthane
2917.31	Phthalate de di-N-butyl
2928.00	1,1 diméthylhydrazine
2928.00	1,2-diphénylhydrazine
2904.20	2,6 dinitrotoluène
2908.10	2,4 dichlorophénol
2910.30	Epichlorohydrine
2902.60	Ethylbenzène
2904.10	Sulfonate d'éthylméthyle
2941.29	Naphthylamine (alpha, bêta)
2604.00 Chap. 75	Nickel
2903.19	Chlorure de N-butyl
2904.20	Nitrobenzène
2904.20	Nitro 4 diphényle
2908.90	2 Nitrophénol
2921.18	N-Nitrosodiméthylamine
2921.19	N-Nitrosodi-n-propylamine
2921.19	N-Nitrosodiphénylamine
2921.59	N-N-Diacétylbenzidine
2910.90	Oxianne
2902.90	1260, 54, 48, 42, 32, 21, 1016 diphényles polychlorés
2902.90	Polybromobiphényles; triphényles polychlorés
2908.10	P-chloro-N-crésol
2924.29	P-chloroaniline
2932.00	P-dioxine
2921.51	P-phénylènediamine
2908.16	Pentachlorophénol
2914.41	Méthyl-4, pentanone-2
2902.90	Phénanthrène
2907.11	Phénol
2907.19	Méthyl-2, phénol
2930.90	1,3 Propane sulfone

N.T.D.	Désignation
2904.20	2-Nitropropane
2925.20	Propylèneimine
2505.10, 2506	Quartz
2932	Bêta-propiolactone
2903.51	HCB-alpha, gamma, bêta, delta
2909.19	Ether di (2-chlorométhyle)
2909.19	Ether di (chlorométhylque)
2917.34	Phthalate de bis (2-éthylaexyle)
2903.40	Bromodichlorométhane
2903.30	Bromoforme
2903.30	Bromoéthane
2914.50	Butanol-2
8107.00	Cadmium
2933.59	Di-sulfure de carbone
2903.14	Tétrachlorure de carbone
2903.61	Chlorobenzène
2903.69	Chloroditromométhane
2903.13	Chloroforme
2903.11	Chlorométhane
2904.90	Chloropicrine
2903.59	Chlordane
2610.00, 8112.20	Chrome
2902.90	Chrysène
2603.00, Chap. 74	Cuivre, crocidolite
2851.00	Cyanamide
2927.00	Diazométhane
2903.40	1,2-dibromo-3-chloropropane (DBCP)
2910.90	1,2,3,4-diepoxibutane
2902.90	Dibenzo a), h) anthracène
2903.61	1,4-dichlorobenzène
2804.90	Sélénium
2616.90, 7105	Argent
2902.50	Styrène
2903.19	1, 1, 2, 2. Tétrachloroéthane
2903.10	Tétrachloroéthylène
8112.91, 8112.99	Thallium
2930.90	Thioacétamide
2980.90	Thio-urée, trémolite
2903.69	1, 2, 4 trichlorobenzène
2903.15	122 - transdichloroéthane
2903.19	1, 1, 1-trichloroéthane
2903.19	1, 1, 2-trichloroéthylène
2903.22	Trichloroéthylène
2933.39	Acide trichloracétique 2908.10; 2,4,6 trichlorophénol
2919.50	Phosphate de tris (2,3-dibromopropyle)
2902.30	Toluène
2921.40	0-Toluidine
2902	Xylènes totaux; toxaphène
2924.16	Uréthane
2903.62	U, U - DDE, DDT, DDD
2903.62	Chlorure de polyvinyle
2902.10	Chlorure de vinyle
2902.19	4-vinylcyclohexène
Chap. 79	Zinc
29.10, 34.03	Huiles et liquides de coupe
2939.29	Hydroquinine

Annexe I c)

Liste des produits soumis à prohibition

1. Bouteilles à clapets de retenue à bille
2. Capsules fulminantes pour pistolets et revolvers pour enfants, contenant un mélange de chlorate de potassium et de phosphore rouge
3. Pétards d'un type communément appelé "pétards râpés"
4. Allumettes au phosphore blanc
5. Pneumatiques en caoutchouc regommés, rechapés ou recreusés
6. Poêles au kérosène d'un type communément appelé "lampes vertes", et leurs parties
7. Scooters des mers
8. Ivoire et écaille de tortue
9. Fusils de pêche sous-marine
10. Sucreries avec et sans chocolat, et bubble-gum ou chewing gum en forme de cigarettes
11. Pièces détachées et accessoires ci-après de véhicules automobiles d'occasion:
 - a) Pneus, chambres à air et roues
 - b) Radiateurs
 - c) Ressorts de suspension et jambes avant
 - d) Cabines de camions et leurs parties
 - e) Injecteurs
 - f) Châssis et leurs parties
 - g) Garnitures de freins
 - h) Embrayages et leurs parties
 - i) Réservoirs à carburant
 - j) Filtres
 - k) Durites
 - l) Supports de moteur
 - m) Boulons
 - n) Joints d'huile
 - o) Joints à rotule
 - p) Roulements
 - q) Amortisseurs
 - r) Lames de ressorts
 - s) Carrosseries
12. Jouets en forme de casques de moto
13. Papier pour cigarettes à rouler soi-même importé sous la position du tarif n° 48.13

Annexe II a)**Liste des produits importés dont les prix sont imposés**

Ciment	Fromage	Gaz de cuisine (LPG)
Engrais	Farine	Poissons congelés
Lait en poudre pour enfants	Barres en fer et en acier	Produits pétroliers, y compris le kérosène
Riz	Thyrsites salés	

Liste des produits d'origine nationale dont les prix sont imposés**Partie I**

Oignons	Pommes de terre	Sucre
---------	-----------------	-------

Partie II

Boissons gazeifiées	Pain	Huile alimentaire
Engrais	Poissons congelés	Barres en fer/en acier
Farine, y compris de blé complet		

Annexe II b)**Liste des produits importés soumis au régime de la marge bénéficiaire maximale**

- | | |
|--|------------------------------------|
| 1. Carreaux céramiques | 11. Réfrigérateurs et congélateurs |
| 2. Casques de protection | 12. Articles sanitaires |
| 3. Machines à laver à usage domestique | 13. Manuels scolaires |
| 4. Cireuses à parquet électriques | 14. Bois de construction |
| 5. Broyeurs et mélangeurs électriques pour aliments; presse-fruits et presse-légumes électriques | 15. Pneumatiques |
| 6. Bouilloires électriques | 16. Aspirateurs |
| 7. Cuiseurs de riz électriques | 17. Carreaux de vinyle |
| 8. Fers à repasser électriques | 18. Produits pharmaceutiques |
| 9. Vitres | 19. Médicaments simples |
| 10. Bois contreplaqués | 20. Articles de sport |
| | 21. Fruits frais |

Annexe III

Liste des territoires déclarés de préférence

Afrique du Sud	Irlande
Allemagne	Italie
Australie	Jamaïque
Bahamas	Kenya
Bangladesh	Lesotho
Barbade	Luxembourg
Belgique	Madagascar
Bermudes	Malaisie (comprenant la Fédération de Malaisie, le Sarawak et le Sabah)
Botswana	Malawi
Brunéi Darussalam	Malte
Burundi	Monaco - Territoire français
Canada	Mozambique
Chypre	Myanmar
Colonie des îles Gilbert et Ellice	Namibie
Comores	Nauru
Danemark	Nigéria
Dépendance de Ross	Nouvelle-Zélande
Djibouti	Ouganda
Egypte	Pakistan
Espagne	Papouasie
Etats-Unis	Pays-Bas
Ethiopie	Portugal
Fidji	Royaume-Uni
France	Rwanda
Gambie	Sainte-Hélène (y compris Ascension et Tristan da Cunha)
Ghana	Samoa occidentales
Gibraltar	Seychelles
Grèce	Sierra Leone
Guyana	Singapour
Honduras	Somalie
Hong Kong	Sri Lanka
Ile Christmas	Suède
Ile de Man	Swaziland
Iles Norfolk	Tanzanie (comprenant le Tanganyika et Zanzibar)
Iles anglo-Normandes	Territoire britannique de l'océan Indien (comprenant l'archipel de Chagos, Aldabra, Farqhar et Desroches)
Iles Ashmore et Cartier	Territoire antarctique australien
Iles Caïmans	Territoire antarctique britannique
Iles Cocos et Keeling	Territoire de la Nouvelle-Guinée
Iles Falkland et dépendances	Tonga
Iles Heard et McDonald	Trinité-et-Tobago
Iles Salomon	Union des Républiques socialistes soviétiques
Iles Sous-le-Vent (comprenant Antigua, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis et Anguilla)	Zambie
Iles Turques et Caïques	Zimbabwe
Iles du Vent (comprenant la Dominique, la Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent)	
Iles Vierges britanniques	
Inde	

Annexe IV a)

Liste des importations, par produits

Fils de coton ≥85%, retors peignés, NCVD, > 80nm		Ciments Portlands autres que blancs, même colorés	
1991	549 892 272	1991	498 907 746
1992	532 743 700	1992	540 568 682
1993	837 097 002	1993	631 771 162
Gazoles obtenus à partir de pétrole ou de minéraux bitumineux		Kérosène, sauf carburéacteur	
1991	517 534 181	1991	191 072 498
1992	465 056 224	1992	576 506 746
1993	590 943 904	1993	580 762 145
Parties d'avions ou d'hélicoptères, sauf 880310-20		Riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	
1991	391 412 386	1991	292 314 993
1992	542 900 612	1992	267 857 181
1993	208 242 045	1993	446 607 641
Médicaments n.d.a. ne contenant pas d'antibiotiques/hormones/alcaloïdes/vitamines		Diamants non industriels, bruts/simplement sciés, clivés/débrutés, non montés/sertis	
1991	256 441 874	1991	299 861 871
1992	343 996 492	1992	266 807 493
1993	373 522 633	1993	343 493 529
Tissus de coton teints, > 2 000g/m ² , n.d.a.		Mazouts obtenus à partir de pétrole ou de minéraux bitumineux	
1991	152 478 954	1991	320 582 177
1992	287 594 044	1992	246 150 172
1993	436 666 348	1993	309 541 145

Annexe IV b)

Liste des importations, par pays

Importations totales		France		Afrique du Sud	
1991	24 686 238 903	1991	3 271 122 805	1991	2 696 451 356
1992	25 933 322 296	1992	3 603 297 716	1992	3 161 711 339
1993	30 762 213 967	1993	3 823 005 793	1993	4 408 419 757
Royaume-Uni		Japon		Allemagne	
1991	1 682 180 133	1991	1 756 034 056	1991	1 358 797 825
1992	1 902 278 367	1992	1 928 363 334	1992	1 275 092 014
1993	2 239 384 316	1993	1 824 412 391	1993	1 703 448 288
Inde		Hong Kong		Taïpei chinois	
1991	1 115 374 367	1991	1 058 043 971	1991	1 008 961 394
1992	1 282 206 323	1992	1 091 266 000	1992	954 852 252
1993	1 732 526 713	1993	1 402 549 000	1993	1 275 981 343
Chine		Italie			
1991	933 852 200	1991	783 669 939		
1992	847 505 081	1992	755 075 401		
1993	1 282 587 167	1993	1 063 905 716		

Annexe V

Importations en provenance de la CEE, par sections, 1989-1993

Section de la CTIC	Groupe de pays	1989	1990	1991	1992	1993
0		2 346	2 610	2 692	2 915	3 744
	CEE	783	850	744	853	1 208
	droit préférentiel	1 207	1 406	1 527	1 643	1 919
	droit général	356	354	421	419	617
1		75	89	113	132	152
	CEE	53	68	78	99	108
	droit préférentiel	19	20	34	32	43
	droit général	3	1	1	1	1
2		748	765	801	749	951
	CEE	159	120	100	69	54
	droit préférentiel	471	526	557	551	649
	droit général	118	119	144	129	248
3		1 509	1 939	2 053	1 945	2 109
	CEE	25	29	24	34	25
	droit préférentiel	185	355	799	1 354	1 875
	droit général	1 299	1 555	1 230	557	209
4		220	235	255	275	290
	CEE	31	24	31	28	41
	droit préférentiel	55	80	71	72	97
	droit général	134	131	153	175	152
5		1 319	1 618	1 739	1 901	2 216
	CEE	697	812	806	894	1 050
	droit préférentiel	386	466	587	632	735
	droit général	236	340	346	375	431
6		7 580	8 360	8 624	9 141	11 039
	CEE	2 262	2 810	2 423	2 728	3 062
	droit préférentiel	2 776	2 970	3 504	3 770	4 630
	droit général	2 542	2 580	2 697	2 643	3 347
7		4 639	6 290	5 840	5 715	6 787
	CEE	2 084	2 910	2 746	2 407	3 279
	droit préférentiel	672	1 850	1 322	1 180	1 569
	droit général	1 883	1 530	1 772	2 128	1 939
8		1 684	1 869	2 160	2 361	2 871
	CEE	738	814	945	926	1 160
	droit préférentiel	489	568	722	823	1 058
	droit général	457	487	493	612	653
9		97	167	106	146	160
	CEE	91	158	105	146	158
	droit préférentiel	2	2	1	0	0
	droit général	4	7	0	0	2
	importations totales	20 217	23 942	24 383	25 280	30 319
	CEE	6 923	8 595	8 002	8 184	10 145
	droit préférentiel	6 262	8 243	9 124	10 057	12 575
	droit général	7 032	7 104	7 257	7 039	7 599

Annexe VI
EPZ: exportations, importations et exportations nettes, 1976-1993

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Exportations (f.a.b.)	309	433	484	620	894	1 087	1 236	1 307	2 151	3 272	4 986	6 567	8 179	9 057	11 410	12 136	13 081	15 821
Poissons et préparations de poissons	14	24	25	29	40	60	50	70	99	115	97	100	173	190	142	296	295	384
Fils et tissus textiles	17	56	39	48	58	73	91	67	78	86	101	138	180	361	498	493	469	574
Diamants travaillés et pierres synthétiques	8	21	49	37	46	29	52	49	89	127	172	185	302	325	354	391	320	409
Habillement	205	273	313	390	566	802	880	918	1 584	2 539	4 012	5 407	6 446	7 038	9 085	9 621	10 476	12 719
Lunettes et montures				18	19	27	29	33	60	82	91	90	89	134	125	145	164	176
Montres et horloges, etc.				8	17	22	38	64	84	146	246	337	563	500	616	550	630	612
Jouets, jeux et articles de sport				13	16	16	30	34	50	45	57	78	86	92	127	121	167	166
Bijouterie et joaillerie				7	19	20	28	32	49	58	83	65	69	80	139	157	154	171
Composants électroniques	62	59	54	70	85													
Autres	3	0	4	0	28	38	38	40	58	74	127	167	271	337	324	362	406	610
Importations (c.a.f.)	280	302	340	395	658	682	742	846	1 645	2 530	3 863	4 801	5 890	7 502	7 350	7 067	7 132	9 326
Exportations nettes	29	131	144	225	236	405	494	461	506	742	1 123	1 766	2 289	1 555	4 060	5 069	5 949	6 495
Exportations nettes en % des exportations	9%	30%	30%	36%	26%	37%	40%	35%	24%	23%	23%	27%	28%	17%	36%	42%	45%	41%

Annexe VII

Balance des paiements
(Millions de roupies)

	1987		1988		1989		1990		1991		1992	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
Biens et services	15 819	15 854	18 922	20 938	22 141	24 883	26 509	29 730	29 180	30 738	31 004	32 617
Marchandises	11 493	11 692	13 455	15 598	15 166	18 298	17 914	21 775	19 019	22 118	20 100	22 771
Or non monétaire	-	9	-	30	-	87	-	146	-	94	-	146
Fret et assurance sur marchandises	43	1 412	49	1 563	62	1 804	70	2 087	114	2 128	25	2 190
Autres transports	1 575	754	1 810	1 029	2 295	1 293	2 861	1 745	3 271	1 843	3 425	2 211
Voyages	1 786	661	2 381	857	2 796	1 209	3 630	1 390	3 940	1 722	4 655	2 210
Revenu des investissements	180	713	357	950	778	1 081	831	1 170	1 292	1 203	1 417	1 246
Investissements directs	(4)	(135)	(22)	(215)	(51)	(258)	(30)	(334)	(55)	(323)	(81)	(342)
Autres	(176)	(578)	(335)	(735)	(727)	(823)	(801)	(836)	(1 237)	(880)	(1 336)	(904)
Autres transactions publiques	72	83	75	121	77	114	90	213	92	202	65	240
Autres transactions privées	670	530	795	790	967	997	1 113	1 204	1 452	1 428	1 317	1 603
Transferts sans contrepartie	968	118	1 391	145	1 294	145	1 613	175	1 544	271	1 710	278
Privés	(622)	(99)	(1 083)	(121)	(1 149)	(111)	(1 365)	(142)	(1 485)	(241)	(1 590)	(242)
Publics	(346)	(19)	(308)	(24)	(145)	(34)	(248)	(33)	(59)	(30)	(120)	(36)
Total net des marchandises, services et transferts	815	-	-	770	-	1 593	-	1 783	-	285	-	181
Opérations en capital (sauf réserves et postes connexes)	713	-	1 628	-	526	-	1 416	-	655	-	-	230
Secteurs non monétaires	1 011	-	1 836	-	799	-	1 588	-	955	-	-	654
Investissements directs et autres investissements privés à long terme	943	176	2 344	224	1 718	342	2 166	539	2 392	823	(1 524)	1 350
Investissements directs	(221)	(-)	(317)	(-)	(537)	(-)	(601)	(-)	(127)	(-)	(-)	(445)
Autres	(722)	(176)	(2 027)	(224)	(1 181)	(342)	(1 565)	(539)	(2 265)	(823)	(1 524)	(905)
Autres investissements privés à court terme	14	-	-	77	-	601	123	-	274	544	145	433
Autorités locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gouvernement central	701	471	1 028	1 235	496	472	301	463	240	584	317	857
Prêts reçus	(701)	(471)	(1 028)	(1 235)	(496)	(472)	(301)	(463)	(420)	(584)	(317)	(857)
Autres engagements	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)

Annexe VII (à suivre)

	1987		1988		1989		1990		1991		1992	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
Avoirs	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Secteurs monétaires												
Institutions privées	-	298	-	208	-	273	-	172	-	300	424	-
Engagements	30	328	49	257	21	294	49	221	-	300	514	50
Avoirs	(30)	(-)	(49)	(-)	(21)	(-)	(49)	(-)	(-)	(37)	(-)	(90)
Institutions centrales	(-)	(328)	(-)	(257)	(-)	(294)	(-)	(221)	(-)	(263)	(514)	(-)
Attribution de DTS												
Réserves et postes connexes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements	-	2 788	-	2 466	-	2 225	-	3 442	-	2 950	-	721
Utilisation des crédits du Fonds	-	389	-	525	-	566	-	645	-	322	-	-
Autres	(-)	(389)	(-)	(525)	(-)	(566)	(-)	(645)	(-)	(322)	(-)	(-)
Avoirs	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Or monétaire	-	2 399	-	1 941	-	1 659	-	2 797	-	2 628	-	721
DTS	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Position de réserve au Fonds	(-)	(64)	(2)	(-)	(-)	(29)	(21)	(130)	(-)	(172)	(-)	(33)
Devises	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(113)
Autres créances	(-)	(2 330)	(-)	(1 952)	(-)	(1 633)	(-)	(2 688)	(-)	(2 454)	(-)	(574)
Erreurs et omissions nettes	(-)	(5)	(9)	(-)	(3)	(-)	(1)	(1)	(-)	(2)	(-)	(1)
	1 250	-	1 608	-	3 292	-	3 809	-	2 580	-	1 132	-

Annexe VIII
Réserves en devises

	Réserves de la Banque de Maurice	Réserves du gouvernement mauricien	Position de réserve au FMI	Réserves nettes des banques commerciales	Réserves totales
Janvier 1990	8 201,9	1,9	-	357,2	8 561,0
Février	8 252,4	0,9	-	372,6	8 625,9
Mars	8 508,8	0,3	-	409,6	8 918,7
Avril	8 471,2	0,3	-	572,0	9 043,5
Mai	9 066,7	1,2	-	421,6	9 489,5
Juin	9 211,4	1,7	-	419,0	9 632,1
Juillet	9 120,8	1,8	-	431,9	9 554,5
Août	9 449,5	1,6	-	506,5	9 957,6
Septembre	9 715,8	1,6	-	340,0	10 057,4
Octobre	10 370,7	3,9	-	411,2	10 785,8
Novembre	10 539,2	1,7	2,0	432,0	10 974,9
Décembre	10 633,2	0,0	2,0	428,3	11 063,5
Janvier 1991	10 879,6	0,8	2,0	595,2	11 477,6
Février	10 870,3	0,6	2,0	451,6	11 324,5
Mars	11 122,4	0,7	2,1	503,1	11 628,3
Avril	11 773,6	3,9	2,2	464,2	12 243,9
Mai	11 688,3	1,2	2,2	513,0	12 204,7
Juin	11 666,7	1,3	2,2	514,7	12 184,9
Juillet	11 691,2	1,5	2,2	453,6	12 148,5
Août	12 096,8	1,6	2,2	525,5	12 626,1
Septembre	12 693,6	0,8	2,2	468,7	13 165,3
Octobre	12 528,6	0,7	28,4	564,5	13 122,2
Novembre	12 770,6	1,4	28,1	585,5	13 385,6
Décembre	13 259,5	1,9	27,5	616,6	13 905,5
Janvier 1992	13 439,9	0,6	28,0	620,6	14 089,1
Février	13 863,5	1,9	28,3	482,9	14 376,6
Mars	14 341,2	3,9	28,4	470,5	14 844,0
Avril	14 655,6	2,9	28,6	421,0	15 108,1
Mai	14 557,7	4,8	28,4	426,2	15 017,1
Juin	14 712,4	3,2	28,2	434,7	15 178,5
Juillet	14 500,4	2,9	27,9	361,9	14 893,1
Août	14 819,1	2,7	27,5	402,0	15 251,3
Septembre	14 676,4	2,4	28,3	410,6	15 117,7
Octobre	13 906,7	2,5	29,1	415,2	14 353,5
Novembre	14 055,9	2,1	142,5	395,0	14 595,5
Décembre	13 866,7	2,3	145,1	541,9	14 556,0
Janvier 1993	14 092,3	2,6	145,3	496,6	14 736,8
Février	14 350,2	2,7	148,1	467,9	14 968,9
Mars	14 085,3	1,3	147,7	369,3	15 203,6
Avril	14 144,7	1,3	147,1	446,6	14 739,7
Mai	14 026,4	2,8	153,8	382,5	14 565,5
Juin	13 691,7	1,1	179,1	354,4	14 226,3
Juillet	13 543,1	2,3	188,5	882,5	14 616,4
Août	13 871,3	1,3	185,6	996,5	15 054,7
Septembre	14 295,3	1,1	184,4	871,1	15 351,9
Octobre	14 068,5	1,5	187,7	865,7	15 123,4
Novembre	13 966,1	1,4	187,2	871,7	15 026,4
Décembre	14 008,1	1,0	187,4	948,7	15 145,2

Annexe IX

Encours de la dette extérieure

(Millions de roupies)

Exercice (à la fin de juin)	Gouvernement central (sauf FMI)	Crédit du FMI et prêt du Fonds fiduciaire	Secteur privé	Autres	Total
1983	3 463	2 060	190	464	6 177
1984	3 945	2 494	195	561	7 195
1985	5 207	2 488	201	682	8 578
1986	4 633	2 202	292	828	7 955
1987	4 844	1 989	645	1 230	8 708
1988	5 802	1 624	1 128	2 702	11 256
1989	5 735	1 265	1 394	3 468	11 862
1990	5 868	720	1 943	4 038	12 569
1991	5 964	-	2 586	5 826	14 376
1992	5 476	-	2 879	6 221	14 576
1993 ^a	5 712	-	3 801	7 546	17 059

a Chiffres provisoires.

Source: Ministère des finances, gouvernement mauricien.

ANNEXE X
Taux de change
(Roupiés)

Pays	Monnaie et unité	Juin 1992		Septembre 1992		Décembre 1992		Mars 1993		Juin 1993		Septembre 1993		Décembre 1993	
		Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Australie	1 \$A	11,09	11,48	10,37	10,73	11,49	11,89	12,04	12,46	11,57	11,97	11,26	11,65	12,36	12,79
Chine (Rép. de)	1 Y	2,82	2,92	2,73	2,83	2,95	3,05	3,00	3,10	3,01	3,12	3,04	3,15	3,19	3,30
France & Réunion	1 F	2,930	2,976	3,044	3,092	3,061	3,109	3,092	3,141	3,057	3,105	3,123	3,172	3,136	3,186
Allemagne	1 DM	9,817	10,05	10,296	10,54	10,423	10,67	10,462	10,71	10,267	10,51	10,872	11,13	10,628	10,88
Hong Kong	1 HK\$	1,92	1,99	1,88	1,95	2,15	2,23	2,18	2,26	2,22	2,30	2,25	2,33	2,37	2,45
Inde	100 Rs	57,00	59,00	55,00	57,00	63,00	65,00	59,0	61,0	55,00	57,00	55,0	57,0	58,0	60,0
Italie	1 000 Lit	12,88	13,40	12,02	12,50	11,35	11,80	10,48	10,90	11,25	11,70	11,06	11,50	10,67	11,10
Japon	100 ¥	11,981	12,25	12,284	12,56	13,507	13,81	14,592	14,92	16,304	16,670	16,773	17,15	16,489	16,86
Kenya	100 Sh K	45,88	47,72	43,18	44,91	45,76	47,59	36,96	38,44	26,300	27,350	24,97	25,97	26,63	27,70
Madagascar (Rép. de)	100 FMG	0,93	0,98	0,89	0,93	0,93	0,98	0,95	1,00	0,95	0,99	0,99	1,03	1,05	1,09
Malawi	1 K	3,59	3,81	3,54	3,75	3,70	3,92	3,73	3,95	3,79	4,02	3,92	4,15	3,98	4,22
Nouvelle-Zélande	1 \$NZ	8,13	8,41	7,85	8,12	8,62	8,92	9,08	9,40	9,30	9,63	9,62	9,96	10,22	10,58
Pakistan	100 RsP	60,00	63,00	58,10	61,00	66,67	70,00	64,76	68,00	63,81	67,00	58,10	61,00	60,95	64,00
Seychelles	1 SR	2,84	2,98	2,95	3,10	3,13	3,29	3,19	3,35	3,29	3,45	3,38	3,55	3,44	3,61
Singapour	1 S\$	9,12	9,48	9,05	9,41	10,11	10,51	10,29	10,70	10,55	10,97	10,95	11,39	11,29	11,74
Afrique du Sud	1 R	5,36	5,57	5,17	5,38	5,46	5,68	5,33	5,54	5,18	5,39	5,09	5,29	5,38	5,59
Suisse	1 FS	10,915	11,16	11,805	12,07	11,531	11,79	11,345	11,60	11,590	11,850	12,460	12,74	12,460	12,74
Tanzanie	100 T Sh	4,90	5,15	4,50	4,73	4,91	5,16	4,74	4,98	4,30	4,51	3,76	3,95	3,74	3,93
Ouganda	100 U Sh	1,28	1,34	1,24	1,30	1,35	1,42	1,36	1,43	1,43	1,50	1,46	1,53	1,59	1,67
Etats-Unis	1 \$	15,064	15,251	14,819	15,003	16,958	17,169	17,132	17,345	17,548	17,766	17,757	17,978	18,611	18,843
Royaume-Uni	1 £	28,681	28,968	26,170	26,432	25,623	25,879	25,598	25,854	26,413	26,677	26,771	27,039	27,471	27,746
Zambie	1 K	0,09	0,10	0,08	0,08	0,05	0,05	0,03	0,03	0,03	0,03	4,81	5,10	2,72	2,88
Zimbabwe	1 Z\$	2,92	3,10	2,77	2,94	2,97	3,15	2,53	2,68	2,56	2,71	2,64	2,80	2,58	2,73

*Fin du mois.

ANNEXE XI
Taux de change

Pays	Monnaie et unité	Juin 1990		Décembre 1990		Mars 1991		Juin 1991		Septembre 1991		Décembre 1991		Mars 1992		Juin 1992	
		Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Australie	\$A 1	11,93	12,35	10,81	11,19	11,96	12,38	12,71	12,71	13,16	12,92	11,07	11,46	11,98	12,40	11,09	11,48
Chine (Rép. de)	1 Y	3,27	3,38	2,69	2,78	2,75	2,85	3,10	3,21	2,95	3,05	2,80	2,90	2,88	2,98	2,82	2,92
France & Réunion	1 F	2,721	2,764	2,761	2,805	2,685	2,727	2,728	2,771	2,762	2,806	2,827	2,872	2,825	2,870	2,901	2,976
Allemagne	1 DM	9,143	9,36	9,427	9,65	9,124	9,34	9,222	9,44	9,397	9,62	9,671	9,90	9,563	9,79	9,72	10,05
Hong Kong	1 HK\$	1,94	2,01	1,80	1,86	1,98	2,05	2,14	2,21	2,03	2,10	1,87	1,94	2,02	2,09	1,92	1,99
Inde	100 Rs	90,0	94,0	81,0	84,0	83,0	86,0	82,0	85,0	64,0	67,0	60,00	62,00	60,00	62,00	57,00	59,00
Italie	1 000 Li t	12,40	12,90	12,40	12,90	12,12	12,60	12,31	12,80	12,50	13,00	12,69	13,20	12,60	13,10	12,88	13,40
Japon	100 ¥	10,01	10,24	10,485	10,72	11,11	11,36	12,128	12,40	11,854	12,12	11,68	11,95	11,81	12,08	11,86	12,25
Kenya	100 Sh K	65,98	68,62	57,97	60,29	57,31	59,60	57,36	59,65	54,48	56,66	51,38	53,43	51,83	53,90	45,88	47,72
Madagascar (Rép. de)	100 FMG	1,21	1,27	1,07	1,12	0,94	0,99	0,94	0,99	n.a.	n.a.	0,97	1,02	0,94	0,99	0,93	0,98
Malawi	1 K	5,20	5,51	5,17	5,48	5,28	5,60	5,45	5,78	5,40	5,72	5,32	5,64	5,41	5,73	3,59	3,81
Nouvelle-Zélande	1 \$NZ	8,94	9,25	8,28	8,57	9,13	9,45	9,62	9,96	8,97	9,28	7,94	8,22	8,64	8,94	8,13	8,41
Pakistan	100 RsP	69,52	73,00	64,76	68,00	68,57	72,00	68,57	72,00	63,81	67,00	59,05	62,00	63,81	67,00	60,00	63,00
Seychelles	1 SR	2,68	2,81	2,72	2,86	2,80	2,94	2,95	3,10	2,90	3,05	2,69	2,82	2,94	3,09	2,84	2,98
Singapour	1 S\$	8,14	8,47	8,02	8,34	8,56	8,90	9,34	9,71	9,24	9,61	8,89	9,25	9,38	9,75	9,12	9,48
Afrique du Sud	1 R	5,69	5,92	5,18	5,70	5,65	5,88	5,75	5,98	5,57	5,79	5,31	5,52	5,43	5,65	5,36	5,57
Suisse	1 FS	10,71	11,02	11,04	11,29	10,72	10,97	10,749	10,99	10,798	11,04	10,84	11,09	10,50	10,74	10,81	11,16
Tanzanie	100 T Sh	8,66	9,09	7,09	7,44	7,42	7,79	7,09	7,44	6,72	7,06	6,10	6,40	5,72	6,01	4,90	5,15
Ouganda	100 U Sh	4,70	4,93	2,53	2,66	2,44	2,56	2,34	2,46	1,82	1,91	1,56	1,64	1,33	1,40	1,28	1,34
Etats-Unis	1 \$	15,37	15,56	14,289	14,46	15,72	15,92	16,874	17,08	15,981	16,18	14,76	14,94	15,92	16,12	14,99	15,25
Royaume-Uni	1 £	26,76	27,02	27,225	27,49	27,23	27,51	27,336	27,60	27,610	27,88	27,59	27,87	27,53	27,80	28,65	28,968
Zambie	1 K	0,38	0,40	0,29	0,31	0,27	0,29	0,25	0,26	0,21	0,22	0,16	0,17	0,12	0,13	0,09	0,10
Zimbabwe	1 Z\$	6,01	6,37	5,19	5,50	5,08	5,39	5,02	5,32	3,07	3,25	2,81	2,93	3,02	3,20	2,92	3,10

ANNEXE XII
Taux de change

Pays	Monnaie et unité	Déc. 1988		Mars 1989		Juin 1989		Septembre 1989		Décembre 1989		Mars 1990		Juin 1990	
		Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Australie	1 \$A	11,61	12,02	12,09	12,51	11,63	12,04	11,90	12,32	11,58	11,99	11,14	11,53	11,93	12,35
Chine (Rép. de)	1 Y	3,71	3,84	4,01	4,15	4,15	4,30	4,17	4,32	3,17	3,28	3,17	3,28	3,27	3,38
France & Réunion	1 F	2,264	2,300	2,334	2,371	2,340	2,377	2,437	2,475	2,569	2,610	2,615	2,656	2,721	2,764
Allemagne	1 DM	7,717	7,90	7,874	8,06	7,942	8,13	8,254	8,45	8,762	8,97	8,782	8,99	9,143	9,36
Hong Kong	1 HK\$	1,74	1,80	1,89	1,96	1,97	2,04	1,96	2,03	1,88	1,95	1,89	1,96	1,94	2,01
Inde	100 Rs	93,0	97,0	98,0	102,0	97,0	101,0	95,0	99,0	90,0	94,0	89,0	93,0	90,0	94,0
Italie	1 000 Lit	10,38	10,80	10,67	11,10	10,87	11,30	11,25	11,70	11,63	12,10	11,83	12,30	12,40	12,90
Japon	100 ¥	10,954	11,20	11,228	11,48	10,837	11,08	11,101	11,35	10,338	10,57	9,458	9,67	10,015	10,24
Kenya	100 Sh K	73,74	76,69	76,52	79,58	73,59	76,53	71,64	74,51	69,18	71,95	64,89	67,49	65,98	68,62
Madagascar (Rép. de)	100 FMG	1,20	1,26	1,23	1,29	1,23	1,29	1,27	1,33	1,31	1,38	1,34	1,41	1,21	1,27
Malawi	1 K	5,13	5,44	5,30	5,62	5,24	5,55	5,35	5,67	5,31	5,63	5,28	5,60	5,20	5,51
Nouvelle-Zélande	1 \$NZ	8,60	8,90	9,13	9,45	8,90	9,21	9,08	9,40	8,79	9,10	8,62	8,92	8,94	9,25
Pakistan	100 RsP	73,33	77,00	75,24	79,00	74,29	78,00	73,33	77,00	69,52	73,00	69,52	73,0	69,52	73,0
Seychelles	1 SR	2,49	2,61	2,58	2,71	2,59	2,72	2,58	2,71	2,58	2,71	2,60	2,73	2,68	2,81
Singapour	1 S\$	6,93	7,21	7,48	7,78	7,80	8,11	7,75	8,06	7,70	8,01	7,80	8,11	8,14	8,47
Afrique du Sud	1 R	5,69	5,92	5,76	5,99	5,56	5,78	5,69	5,92	5,78	6,01	5,59	5,81	5,69	5,92
Suisse	1 FS	9,115	9,32	9,027	9,23	9,282	9,49	9,546	9,76	9,634	9,85	9,937	10,16	10,778	11,02
Tanzanie	100 T Sh	11,71	12,30	11,88	12,47	11,99	12,59	11,45	12,02	8,70	9,14	8,40	8,82	8,66	9,09
Ouganda	100 U Sh	9,04	9,49	8,17	8,58	8,57	9,00	8,66	9,09	4,93	5,18	4,79	5,03	4,70	4,93
Etats-Unis*	1 \$*	13,802	13,974	14,990	15,176	15,580	15,774	15,544	15,737	14,962	15,148	15,004	15,191	15,375	15,566
Royaume-Uni	1 £	24,919	25,168	25,274	25,527	24,290	24,533	25,200	25,452	24,076	24,317	24,621	24,867	26,760	27,028
Zambie	1 K	1,33	1,41	1,39	1,47	1,39	1,47	0,92	0,97	0,78	0,83	0,37	0,39	0,38	0,40
Zimbabwe	1 Z\$	6,86	7,27	7,18	7,61	7,07	7,49	6,77	7,18	6,42	6,80	6,05	6,41	6,01	6,37

*Au-dessus de 12 000 \$.

Source: Association mauricienne des banquiers.

ANNEXE XIII

Principaux taux d'intérêt

(Pourcentage par an)

	1992				1993			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
I. PRETS								
Banque de Maurice								
i) Taux d'escompte	11	11	8	8	8	8	8	8
ii) Services de réescompte	11¼	11¼	8¼	8¼	8¼	8¼	8¼	8¼
Banques commerciales								
i) Financement des exportations*	13-17½	12-17	9-12½	9-12½	9-12½	9-12½	9-12½	9-12½
ii) Mauritius Sugar Syndicate	13½-16	13-14	10-11	10-11	10-11	10-11	10-11	10-14
iii) Industrie du sucre	13½-18	13-17	10-16	10-16	10-15	10-15	10-15	10-16
iv) Autres branches d'activité agricoles	13½-17½	13-17½	9½-16	9½-16	9½-15	9½-15	9½-15	9½-16
v) EPZ	13½-17½	13-17	10½-15	10½-15	10½-15	10½-15	10½-15	10½-16
vi) CD	13½-17½	13-17	10-16½	10-16½	10-16½	10-16½	10-16½	10-16½
vii) Petites industries	13½-17½	13-17	10-16	10-16	10-15	10-15	10-15	10½-17
viii) Transports	17-19½	16-19½	14½-19	14½-19	14½-19	14½-19	14½-19	15-19
ix) Hôtels	17-19½	16-19½	14-19	14-19	14-19	14-19	14-19	13½-19
x) Autres industries	15-19½	15-19½	12-18½	12-18½	12-18½	12-18½	12-18½	12-18½
xi) Organismes publics et parapublics	17-19½	17-19½	14½-19	14½-19	14½-19	14½-19	14½-19	15-19
xii) Logement	15-19½	14½-19½	14½-19	14½-19	14½-19	14½-19	14½-19	14-19
xiii) Négociants	17-20½	17-20	15½-19½	15½-19½	15½-19½	15-19½	14-19½	15-19½
xiv) Agents de change	17-20½	18-19½	16-19	16-19	16-19	16-19	16-19	16-19
xv) Etablissements financiers	17-20½	18-20	16-19	16-19	16-19	16-19	16-19	16-19
xvi) Particuliers et professions libérales	14-20½	14-20	16-19½	16-19½	16-19½	16-19	16-19½	16-19½
xvii) Autres clients	17-20½	18-20	16-19	16-19	16-19½	16-19½	14½-19½	14½-19½
II. DEPOTS								
1. Epargne	11	10	7	7	7	7	8	8
2. Dépôts à préavis de sept jours	9-12½	8-12	6-8½	6-8½	6-7	6-8	7-8½	7-8½
3. Dépôts fixes								
i) Jusqu'à 3 mois	10½-12½	9-12½	6¾-8	6¾-8	6¾-8	6¾-8¼	8-8¾	8-8¾
ii) De plus de 3 mois et jusqu'à 6 mois	10½-13½	8½-13½	7-8	7-8	7-8	7-8½	8¼-9½	8½-10
iii) De plus de 6 mois et jusqu'à 12 mois	9-13	9-12½	7¼-8½	7¼-8½	7¼-8½	7¼-9	8-8½	8-8½
iv) De plus de 12 mois et jusqu'à 18 mois	10½-13½	9¼-13½	7¼-8½	7¼-8½	7¼-8½	7¼-9¼	8½-10½	8½-11
v) De plus de 18 mois et jusqu'à 24 mois	11½-14	10½-14	7½-9	7½-9	7½-9	7½-9½	8-8½	8-8½
vi) De plus de 24 mois et jusqu'à 36 mois	11½-14	10½-14	7¾-9	7¾-9	7¾-9	7¾-10	¾-11	¾-11
vii) De plus de 36 mois et jusqu'à 48 mois	11¾-14	10½-14	8-9	8-9	8-9	8-9	9-10	9-11
viii) De plus de 48 mois	12-14¾	11-14½	8-8½	8-8½	8-9	8-9	9-10	9-11½

*Applicable aux effets pouvant être escomptés auprès de la Banque de Maurice.

ANNEXE XIV

Principaux taux d'intérêt

(Pourcentage par an)

	Décembre 1989	Mars 1990	Juin 1990	Septembre 1990	Décembre 1990	Mars 1991	Juin 1991
I. PRETS							
Banque de Maurice							
i) Taux d'escompte	12	12	12	12	12	12	12
ii) Services de réescompte	12¼	12¼	12¼	12¼	12¼	12¼	12¼
Banques commerciales							
i) Financement des exportations*	12½-17½	13½-17½	13½-17½	12¾-17½	12-¾-17½	12¾-17½	12¾-17½
ii) Mauritius Sugar Syndicate	12½-18	12½-18	12½-18	12½-18	12½-18	12½-18	13-18
iii) Industrie du sucre	13-18	13-18	13-18	13-18	13-18	13-18	7-18
iv) Autres branches d'activité agricoles	13-18	13-18	13-18	13-18	13-18	13-18	12-18
v) EPZ	13-18	13-18	13-18	13-17½	13-18	13-18	13-18
vi) CD	13-18	13-18	13-18	13-18	13-18	13-18	13-18
vii) Petites industries	15-19	13-19	13-19	13-19	13-17½	13-18	12-18
viii) Transports	13-19½	13-19½	16-19½	17-21	17-21	17-21	17½-21
ix) Hôtels	16-19½	16-19½	16-19½	17½-21	17½-21	17½-21	17½-21
x) Autres industries	17-19½	16-19½	16-19½	17-19½	17-19½	17-20¼	17½-21
xi) Organismes publics et parapublics	17-19½	17-19½	17-19½	17-21	14-21	12½-21	12½-21
xii) Logement	17½-20	13-19½	16½-19½	17½-21	17½-21	16½-21	8½-21
xiii) Négociants	17-20	17½-20	17½-20	19-21	19-21	19-21½	19-21½
xiv) Agents de change	17-20	17½-19½	17½-19½	19½-21	19½-21	19½-21½	19½-21½
xv) Etablissements financiers	17-20	17½-20	17½-20	19-21	19-21	19-21½	19-21½
xvi) Particuliers et professions libérales	17-20	17½-20	17½-20	19-21	19-21	19-21½	15-21½
xvii) Autres clients	17-20	17½-20	17½-20	19½-21	19½-21	19½-21½	19½-21½
II. DEPOTS							
1. Epargne	12	12	12	12	12	12	12
2. Dépôts à préavis de sept jours	10¾-11½	10¾-12½	10¾-12½	9-12½	9-12½	10-13¾	10-13¾
3. Dépôts fixes							
i) Jusqu'à 3 mois	12¼-12¾	12¼-12½	11-12½	11-12½	10½-12½	10¼-12½	10¼-12½
ii) De plus de 3 mois et jusqu'à 6 mois	10½-13	10½-13	10½-13	10½-13	10½-13¾	10½-13¾	10½-13¾
iii) De plus de 6 mois et jusqu'à 12 mois	11¼-13½	11¼-14	11¼-14	11¼-14	9-14	9-14	9-14
iv) De plus de 12 mois et jusqu'à 18 mois	11½-14	11½-14	11-14	11-14	11½-14	11¼-14	11¼-14
v) De plus de 18 mois et jusqu'à 24 mois	11¾-14	11¾-14	11¾-14	11¾-14	11¾-14	11¾-14	11¾-14

vi)	De plus de 24 mois et jusqu'à 36 mois	11 ³ / ₄ - 13 ³ / ₄	11 ³ / ₄ - 13 ³ / ₄	11 ³ / ₄ - 13 ³ / ₄	11 ³ / ₄ - 13 ³ / ₄	11 ³ / ₄ - 14	11 ³ / ₄ - 14	11 ³ / ₄ - 14
vii)	De plus de 36 mois et jusqu'à 48 mois	11 ³ / ₄ - 14	11 ³ / ₄ - 13 ¹ / ₂	11 ³ / ₄ - 13 ¹ / ₂	11 ³ / ₄ - 14	11 ³ / ₄ - 14	11 ³ / ₄ - 14	11 ³ / ₄ - 14
viii)	De plus de 48 mois	13 - 14	13 - 14	13 - 14	13 - 14	13 - 14 ¹ / ₄	12 ⁷ / ₈ - 14 ¹ / ₄	12 ⁷ / ₈ - 14 ¹ / ₄

*Applicable aux effets pouvant être escomptés auprès de la Banque de Maurice.

ANNEXE XV

Principaux taux d'intérêt

(Pourcentage par an)

	Décembre 1988	Mars 1989	Jun 1989	Septembre 1989	Décembre 1989	Mars 1990	Jun 1990
I. PRETS							
Banque de Maurice							
i) Taux d'escompte	10	10	11	11	12	12	12
ii) Services de réescompte	10¼	10¼	10¼	11¼	12¼	12¼	12¼
Banques commerciales							
i) Financement des exportations*	11-11½	11-12½	12-13	12-13	12½-17½	13½-17½	13½-17½
ii) Mauritius Sugar Syndicate	11-15	11½-15	12-15	12-15	12½-18	12½-18	12½-18
iii) Industrie du sucre	11-15	11½-15	12-16	12-16	13-18	13-18	13-18
iv) Autres branches d'activité agricoles	11-15	11½-15	12-16	12½-16	13-18	13-18	13-18
v) EPZ	11-15	11½-15	12½-16	12½-13	13-18	13-18	13-18
vi) CD	11-15	11½-15	12½-16	12½-17	13-18	13-18	13-18
vii) Petites industries	11-15	11½-15	9-16	12½-17	15-19	13-19	13-19
viii) Transports	15-17	14½-17½	15-19	15-19	13-19½	13-19½	16-19½
ix) Hôtels	15-17	15-17½	15-19	15-19	16-19½	16-19½	16-19½
x) Autres industries	14½-16½	14½-17½	15-18	15-18½	17-19½	16-19½	16-19½
xi) Organismes publics et parapublics	13-17	13-17½	11-19	11-19	17-19½	17-19½	17-19½
xii) Logement	15½-17	15½-18½	8½-19	16-19½	17½-20	13-19½	16½-19½
xiii) Négociants	15½-20	15½-20	16-20	17-20	17-20	17½-20	17½-20
xiv) Agents de change	15½-17	15½-19	16-19	16-19½	17-20	17½-19½	17½-19½
xv) Etablissements financiers	15½-17	15½-19	16-19½	16-19½	17-20	17½-20	17½-20
xvi) Particuliers et professions libérales	15½-20	15½-20	16-20	16-20	17-20	17½-20	17½-20
xvii) Autres clients	15½-17	15½-20	16-20	16-20	17-20	17½-20	17½-20
II. DEPOTS							
1. Epargne	8	8-9	10	10	12	12	12
2. Dépôts à préavis de sept jours	8-10	8½-10	9½-10½	9½-10½	10¼-11½	10¼-12½	10¼-12½
3. Dépôts fixes							
i) Jusqu'à 3 mois	8¼-10	8¼-10¼	10¼-11	10¼-11	12¼-12¾	12¼-12½	11-12½
ii) De plus de 3 mois et jusqu'à 6 mois	8¾-10	9-10¾	10¼-11½	10¼-11½	10½-13	10½-13	10½-13
iii) De plus de 6 mois et jusqu'à 12 mois	9-11	9½-11	10¼-12	10¼-12	11¼-13½	11¼-14	11¼-14
iv) De plus de 12 mois et jusqu'à 18 mois	10-11¼	10-11½	10¾-13	10¾-13	11½-14	11½-14	11-14
v) De plus de 18 mois et jusqu'à 24 mois	10-11¼	10-11	11-13	11-13½	11¾-14	11¾-14	11¼-14
vi) De plus de 24 mois et jusqu'à 36 mois	10¼-11	10¼-11½	11-13	11-13½	11¾-13¾	11¾-13¾	11¾-13¾
vii) De plus de 36 mois et jusqu'à 48 mois	10¼-11	10¼-11½	11½-12¼	11-13½	11¾-14	11¾-13½	11¾-13½
viii) De plus de 48 mois	10½-11	10½-11½	11½-12	11½-12	13-14	13-14	13-14

* Applicable aux effets pouvant être escomptés auprès de la Banque de Maurice.

ANNEXE XVI

Exportations, par destinations

(Millions de roupies)

	1992	1993
Pays de l'UE	16 135	16 861
Autres pays bénéficiant d'un droit préférentiel	3 519	5 460
dont les Etats-Unis	(2 508)	(4 117)
Pays soumis au droit général	590	671
Exportations totales	20 244	22 992
dont exportations de EPZ	13 081	15 821
(France)	(4 006)	(4 390)
(Etats-Unis)	(2 329)	(3 972)
(Royaume-Uni)	(2 170)	(2 268)
(Allemagne)	(1 694)	(1 564)
(Italie)	(769)	(831)

ANNEXE XVII
Trade Resources, Inc.
Rapport hebdomadaire sur la disponibilité des contingents

Pays: (MAURICE)

(Données des douanes des États-Unis jusqu'au 6 mars 1994)

Catégorie	Désignation	Unité	Plafond	Importations imputées	Taux d'utilisation %	Contingent inutilisé	Semaines avant embargo	Exercice contingentaire	
								Début	Fin
335/835	Manteaux, de coton et autres fibres végétales pour femmes et fillettes	Douzaine	68 476	0	0,00	68 476	52	01.01.94	31.12.94
336	Robes, de coton	Douzaine	80 580	5 771	7,16	74 809	48	01.01.94	31.12.94
237	Survêtements, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Douzaine	172 265	3 123	1,81	169 142	51	01.01.94	31.12.94
338/339	Chemises et chemisiers, de bonneterie, de coton, pour hommes et garçonnets et femmes et fillettes	Douzaine	322 595	65 134	20,19	257 461	42	01.01.94	31.12.94
340/640	Chemises, en tissu de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Douzaine	525 000	163 396	31,12	361 604	36	01.01.94	31.12.94
340/640-yd	Chemises, en tissu de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, sous-plafond applicable aux chemises en fils teints pour hommes et garçonnets	Douzaine	319 580	44 802	14,02	274 778	45	01.01.94	31.12.94
341/641	Chemisiers, en tissu de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Douzaine	363 679	19 697	5,42	343 982	49	01.01.94	31.12.94
345/438/445/6/645/6	Sous-groupe des chandails	Douzaine	133 585	2 228	1,67	131 357	51	01.01.94	31.12.94
347/345	Pantalons et shorts de coton pour hommes et garçonnets et femmes et fillettes	Douzaine	679 048	361 790	53,28	317 258	24	01.01.94	31.12.94
351/651	Vêtements de nuit et pyjamas, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Douzaine	159 703	26 525	16,61	133 178	43	01.01.94	31.12.94
352	Sous-vêtements, de coton	Douzaine	1 151 142	78 381	6,81	1 072 761	48	01.01.94	31.12.94
352/652	Sous-vêtements, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	Douzaine	1 354 284	78 381	5,79	1 275 903	49	01.01.94	31.12.94
442	Jupes, de laine	Douzaine	11 368	0	0,00	11 360	52	01.01.94	31.12.94
604-A	Filé d'acrylique	Kg	326 858	0	0,00	326 858	52	01.01.94	31.12.94

Note: Ce rapport comprend les plafonds que les douanes des États-Unis ont reçu pour instruction d'appliquer.
Droit de reproduction c) 1994 Trade Resources Inc.